



LES CAHIERS NANTAIS 2020

ÉTUDES ET RECHERCHE

La salinité et ses enjeux pour l'agriculture dans l'estuaire de la Loire

Les anciennes carrières de Brest

Châteaux et remparts en Pays de la Loire : nature et provenance des pierres

Les tapis de *Haploops* : un piégeage naturel des contaminants dans les estuaires ?

GÉOGRAPHIES D'AILLEURS

Pandémie de la Covid-19 et transport maritime

RETOUR AUX FONDAMENTAUX

Essai sur la notion de coteau en Pays de la Loire

*Hommage à
Jean Renard*

Revue annuelle
de l'Institut de Géographie
et d'Aménagement Régional
de l'Université de Nantes
(IGARUN)

LES CAHIERS NANTAIS 2020

Comité de rédaction

C. CHADENAS, IGARUN
Coordinatrice de l'équipe de rédaction
S. CHARRIER, IGARUN
B. CHAUDET, IGARUN
E. CHAUVEAU, IGARUN
M. DESSE, IGARUN
R. KERGUILLEC, OSUNA
P. POTTIER, IGARUN
N. ROLLO, IGARUN

Directeur de la publication

Thierry GUINEBERTEAU,
Directeur de l'IGARUN

Maquette, mise en page et cartographie

S. CHARRIER, IGARUN

Édition, diffusion, abonnements

Institut de Géographie et d'Aménagement
de l'Université de Nantes (IGARUN)
Chemin de la Censive du Tertre
BP 81 227
44 312 NANTES Cedex 3 - France
Tél : +33 (0)2 53 48 75 17
cahiersnantaish@univ-nantes.fr

Impression

Imprimerie Icônes
735 rue Jacques-Ange Gabriel
56850 CAUDAN

Dépôt légal et parution :

mars 2021

ISSN 0767-8436 (imprimé)

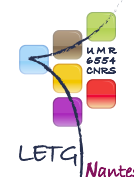
ISSN 2557-048X (en ligne)

Prix : 30€ (port en sus)

Revue annuelle de l'Institut de Géographie et d'Aménagement Régional de l'Université de Nantes (IGARUN) depuis 1970.

Avec la participation des laboratoires :

- **Espaces et SOciétés**
ESO-Nantes
(UMR 6590-CNRS)
- **Littoral, Environnement,**
Téledétection, Géomatique
LETG-Nantes (UMR 6554-CNRS)



Les Cahiers Nantais valorisent la production géographique avec pour objectifs :

- de promouvoir les acquis récents de la géographie auprès des universitaires et des étudiants ;
- de diffuser la connaissance produite à l'Université, sur les dynamiques contemporaines des territoires, en son sein et auprès des enseignants du secondaire, des élus, des personnels des collectivités locales et des services de l'État.

Les Cahiers Nantais sont largement ouverts à tous les courants scientifiques de la géographie, en privilégiant l'étude des milieux et des relations entre les sociétés et leurs territoires.

Des articles émanant d'autres disciplines (économie, sociologie, histoire, écologie...) portant sur la dimension territoriale des sociétés peuvent être proposés.



En couverture : vue aérienne de Mouchamps (85)

Crédit photo : ©Mairie de Mouchamps

ÉTUDES ET RECHERCHE

- La salinité et ses enjeux pour l'agriculture dans l'estuaire de la Loire
Louise QUINIO, Fabienne KERVAREC, Étienne CHAUVÉAU | 3
- Les anciennes carrières de Brest ou l'impact prédominant des ports de guerre et de commerce dans l'emplacement et l'ampleur des sites d'extraction
Louis CHAURIS | 17
- Sur la nature et la provenance des pierres mises en œuvre dans quelques châteaux fortifiés et remparts en Pays de la Loire
Louis CHAURIS | 31
- Les tapis de *Haploops*, un piégeage naturel des contaminants au seuil de nos estuaires ?
Mégane DANIEL, Nathan CHAUVET, Aurore ZALOUK-VERGNOUX, Agnès BALTZER | 41

HOMMAGE À JEAN RENARD

- Disparition de Jean Renard : ses anciens collègues de l'IGARUN (et d'ailleurs) lui rendent hommage
Christine MARGETIC, Thierry GUINEBERTEAU, Danielle RAPETTI, Nicole CROIX, Jean-Pierre PEYON, Bernard BOUSQUET, Alain MIOSSEC, Jean-Pierre CORLAY, Marie-Claude MAUREL, Gabriel VITRÉ, Daniel SAUVAGET, Christian GUÉRIN | 55

GÉOGRAPHIES D'AILLEURS

- Pandémie de la Covid-19 et transport maritime : 2020, une année en quarantaine
Michel DESSE, Simon CHARRIER, Nice Michée ISSANG | 115

RETOUR AUX FONDAMENTAUX

- Essai sur la notion de coteau en Pays de la Loire
Dominique SELLIER | 127

ACTUALITÉS

- Portraits de chercheur.e.s | 148
- Retour de mission | 156
- Viennent de paraître ! | 158
- Bon de commande* | 160

HOMMAGE À JEAN RENARD
(1936-2020)



Crédit photo : V. JOUSSEAUME, 2013

Christine Margetic

Géographe qui, après Nicole Croix, a repris son poste à l'Université de Nantes, présidente de la Commission de géographie rurale du CNFG depuis 2014

Ce cahier d'hommages à Jean Renard est révélateur de l'immense tristesse qui a suivi l'annonce de son décès le 31 décembre 2020. Des témoignages mettent en avant son parcours académique et professionnel. Certains sont plus personnels et parlent surtout de l'homme, de sa grande écoute et de son souci d'agir, agir pour les étudiants, pour l'Université, pour la géographie. Il participait aussi à la « vie » dans ces terres de l'Ouest qu'il avait rejoint volontiers au travers de son implication dans des réseaux mais aussi par son soutien à cette revue, les *Cahiers Nantais*, une vitrine pour l'Igarun.

D'autres témoignages me sont parvenus de collègues universitaires. Certains étaient plutôt brefs, comme celui de Serge Schmitt de l'Université de Liège, qui « *Vu de l'extérieur, j'ai pu apprécier à la fois la rigueur mais aussi la jovialité de Jean Renard. Il restera dans ma mémoire comme un exemple de géographe engagé pour sa discipline, sa région et son université* », ou celui de François Bart qui appréciait aussi beaucoup Jean Renard, « *que j'ai connu surtout à partir du colloque UGI de Durban, à l'occasion duquel, avec Mimi, il a participé à un voyage mémorable en Afrique du Sud. Ses travaux, son humour aussi étaient toujours très stimulants.* ». D'autres retraçaient quelques souvenirs.

De l'Université de Lorraine, Jean-Paul Husson « *appréciait à la fois la personne et les travaux conduits. Jean Renard sut accompagner le double changement de la révolution silencieuse agricole et de la renaissance rurale au sein du Grand Ouest. Ce territoire fut porteur de nombreux progrès préparatifs de l'application de la loi NOTRe.. Je l'avais invité au jury de thèse d'Éric Marochini (Metz, 1999). Elle traitait de la qualité des remembrements.* »

Michel Bussi se souvient : « *j'ai découvert les travaux de Jean dès ma thèse, je les ai beaucoup lus, relus, étudiés et cités, notamment ceux sur la géographie politique de l'Ouest. J'ai eu ensuite souvent l'occasion de le croiser, et d'apprécier son ouverture d'esprit et son sens de l'analyse au plus près du terrain, je l'ai revu une dernière fois en 2013, à Cerisy, pour le colloque sur le centenaire du tableau politique de Siegfried, et apprécié et publié sa remarquable analyse de l'évolution politique du canton de Talmont... Pour boucler la boucle. Jean Renard fait partie de ces universitaires érudits et engagés, qui rendent fier d'être géographe. Je suis fier de l'avoir croisé.* »

Et les collègues de l'Igarun ne sont pas en reste, le plus souvent oralement. Laurent Pourinet reconnaît que, « *si le caractère bien trempé de l'homme pouvait ressurgir de manière remarquée et être souligné par ses collègues, l'empreinte qu'il laisse est pour moi celle d'un appui professionnel et humain attentif, constructif et bienveillant qui fait la différence dans les périodes charnière des jeunes années " d'entrée en action " . La lecture des messages de mon entourage (extérieur à l'Université) à l'occasion des vœux montre qu'on est plusieurs dans ce cas... Son implication dans la société civile et les réseaux professionnels dans lesquels peuvent graviter les géographes n'y est pas pour rien et au cours des années 1990, ça commençait déjà à être compliqué sur le marché du travail, les coups de pouce pouvaient s'avérer essentiels, les échanges et encadrements professionnels notamment sur les travaux de diagnostics et analyse géographique à faire en contexte de rapport d'étude aussi naturellement... Sans parler du chercheur géographe toujours en position d'analyse critique qui ne fait qu'encourager à suivre cette voie... ».*



Jean Renard lors des Journées rurales à Salignac en 2012

Crédit photo : C. MARGETIC

Pour Monique Bigoteau, « il faut rappeler son implication dans le réseau Reclus entre 1984 et 1992. Il était responsable du comité scientifique du programme "observatoire de la dynamique des localisations", et investi dans la mise en place d'observations régionales factuelles pour comprendre les changements en cours à des échelles fines. Cette démarche se voulait complémentaire du traitement des grands fichiers de type Insee dont la mise à jour à l'époque était très lourde. L'observation des dynamiques des territoires était sa préoccupation et si seuls 4 numéros de Cartoscopie, l'adaptation aux Pays de la Loire de la Lettre d'Odile

éditée par le Gip Reclus, ne sont sortis, il s'agissait bien de valoriser cette démarche scientifique en associant différents partenaires extérieurs au monde universitaire. »

Et Paul Fattal. « Alors qu'il était directeur de l'Igarun et que j'avais obtenu une bourse de thèse, il me convoque dans son bureau et me dit "vous allez la mener à son terme cette thèse, n'est-ce pas ?". Je lui rétorque "évidemment" et là il me dit "oui parce que y en a marre de ces thésards qui ne finissent pas leur thèse". Le second souvenir date de mon recrutement au poste de MCF. Je fais une excellente audition et Jean était président de la commission. À la fin de mon intervention, Jean rappelle devant toute la commission que mon directeur de thèse m'avait

fait poireauter un an avant de m'autoriser de soutenir ce qui avait été considéré comme scandaleux par la communauté des géographes nantais. Je lui en suis reconnaissant. Puis il y a le Jean que nous avons reçu à la maison à déjeuner ou dîner avec les Cabanne, Peyon. Et là c'était le Jean caustique, rigolard et toujours friand de petits ragots universitaires. »

C'est ce même type de souvenir qu'évoque Isabelle Garat : « Tout le monde se souvient de sa manière de déboucher une bouteille de cidre qui a tâché le plafond de la salle du Cestan au Château et a sucré la photocopieuse. Un grand moment. »

J'ai aussi reçu un message d'une étudiante dans les années 1980, Françoise Lebot, principale au collège Mont Saint Rigaud à Monsols, qui « garde le souvenir de ses cours, de sa bienveillance et de son humour. Le temps a passé, une page se tourne ».

Personnellement, un souvenir ancien de Jean remonte aux Journées rurales de la Commission de la géographie rurale dont il était alors président dans le Gers. Lors du colloque, jeune MCF un peu impressionnée par ce président de séance, je débordais mon temps de parole... et il m'interrompt fermement. Mais que de discussions ensuite lors des très nombreux repas qui ont émaillés ces Journées et toutes les suivantes à partir du milieu des années 1990, comme celles de Salignac en 2012, particulièrement houleuses et pendant lesquelles il a vraiment joué un rôle de médiateur.... Il ne voulait pas qu'on fasse évoluer le nom de la Commission, la géographie rurale faisant toujours sens pour lui, et d'autant plus au regard des changements de la discipline. D'occuper le poste à la suite d'un tel personnage est une fierté pour moi.

Peut-être que la date du 31 décembre est une dernière pirouette, mais il va nous manquer, lui qui, avec son épouse Marie-Geneviève, nous avait si gentiment accueilli, mon mari et moi, lors de mon arrivée à Nantes. Des repas entre ruralistes, avec les Croix et les Peyon, s'en sont suivis régulièrement, jusqu'au dernier en août dernier.

Témoignage de Thierry Guineberteau, Directeur de l'IGARUN

J'ai côtoyé Jean Renard durant quelques années avant son départ en retraite mais je le connais très certainement beaucoup moins que les différents contributeurs de cette publication. Il était ruraliste dans l'âme comme l'expose à juste titre cet hommage et plus largement géographe, chercheur et enseignant. Développer ces différentes facettes du personnage pourrait être long et nécessiterait pour être le moins incomplet possible une connaissance fine de sa carrière et de ses travaux et engagements. Je me bornerai ici à pointer deux exemples qui me semblent à la fois caractéristiques de ses actions et pleinement d'actualité, dans des contextes aujourd'hui différents.

En matière de recherche, le talmonçais (85) a constitué un terrain local particulier des travaux de Jean Renard et ce dès le début de sa carrière (Norois, 1972¹). La mutation touristique de cet espace fut un objet privilégié de ses analyses en lien avec les orientations esquissées par l'ALCOA (Association du Littoral Centre-Ouest Atlantique) et les choix portés par le Conseil général de Vendée et les acteurs locaux de l'époque (Norois, 1987²; Cahiers Nantais, 2001³). L'opération de Port-Bourgenay fut au début des années 80 un symbole de ces interventions, par les interrogations, oppositions et changements que celle-ci générait. Sans que la situation soit

identique, le parallèle est aujourd'hui tentant avec l'actuel projet de port de plaisance de Brétignolles-sur-mer, à une trentaine de kilomètres de Talmont-Saint-Hilaire et cette fois-ci au nord des Sables d'Olonne.

Sur le versant enseignement, Jean Renard va notamment s'impliquer dans la conception et le portage d'une formation continue orientée sur les espaces ruraux. En partenariat avec le CFP (Centre de Formation Professionnelle) La Charmelière de Carquefou, le DUDR (Diplôme d'Université de Développement Rural) est créé en 1990. Les étudiants/stagiaires se succéderont au fil des années, dont nombre d'entre eux sont aujourd'hui en activité dans la région. Ce DU positionne à l'époque l'IGARUN et l'Université de Nantes sur une thématique et un type de formation qui évolueront jusqu'à la mutation en diplôme national de Licence-professionnelle. L'actuelle Licence-pro de l'Institut est la lointaine héritière de cette expérimentation lancée dans les années 90.

Jean Renard est indéniablement l'un de ceux qui a marqué la géographie nantaise et par là même l'IGARUN. Il reste de fait en mémoire de nombreux collègues et surtout de générations d'étudiants qu'il a pu remuer et passionner.

1 RENARD J., 1972. *Tourisme balnéaire et structures foncières : l'exemple du littoral vendéen*, Norois, n° 73, Janvier-Mars, pp. 67-79.

2 RENARD J., 1987. *Une nouvelle génération de stations balnéaires ? L'exemple de Port-Bourgenay*, Norois, n° 133-135, Janvier-Septembre, *Espaces côtiers et sociétés littorales*, Colloque international des 28, 29 et 30 novembre 1986 à Nantes, pp. 165-168.

3 RENARD J., 2001. *Le Talmonçais : un petit pays entre terre et mer*, Cahiers Nantais, n° 55-56, pp. 173-183.



Une belle brochette de géographes nantais. A gauche A. Vigarié, à droite J. Gras, J. Renard et A. Mesnard

IGARUN

Excursion 1965
organisée par
le professeur André Vigarié

**Etude de terrain
dans les rues
d'Amsterdam**



Clichés d. Rapetti



Jean Renard sort de l'épreuve «dégustation» sous le regard amusé d'André Vigarié

Danielle Rapetti, collègue de Jean Renard à l'IGARUN

« Jean Renard : Échos d'une rencontre sur le chemin de l'IGARUN »

Comme au détour d'un sentier de montagne, ce chemin parfois rocailleux m'ouvrit d'inattendues et belles perspectives. Cela vaut bien sincère gratitude.

À l'aube de l'Institut, quand l'espace réservé à la géographie « tenait » dans un demi baraquement préfabriqué face au château du Tertre, je me souviens d'un cours sur l'Espagne assuré par un professeur agrégé en poste au lycée G. Clemenceau. Convié à l'excursion de fin d'année organisée dans les Alpes par le professeur Jacques Gras, le jeune chargé de cours, un peu distrait, prête la main pour tenir la carte géologique. C'était avant l'ère des tablettes. La parole du maître s'élève en présentiel entre les étudiants et la montagne. Quelques photos témoignent de ces temps préhistoriques et des agréments d'une autre excursion conduite l'année suivante, en 1965, par le professeur André Vigarié. Le port d'Amsterdam vaut le détour, certes, mais la célèbre distillerie Wynand Fockink aussi. Le nouvel assistant semble désormais bien intégré à l'équipe professorale ravie du voyage.

Peu après, Jean Renard, membre du jury à la soutenance d'un DES consacré aux transferts d'exploitations maraîchères aux marges de la ville, trouve le travail intéressant mais un peu long ; néanmoins, une dizaine d'années plus tard, lui-même désormais professeur après avoir achevé sa thèse sur la vie rurale dans la région nantaise¹, me demande de l'allonger encore afin d'exposer dans les *Cahiers Nantais* l'évolution de cette banlieue est de Nantes. Nous partageons le goût des vieux cadastres et des petites salles d'archives des mairies de campagne.

1 Renard J. (1975). *Les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise*, éd. Le Cercle d'Or, Les Sables d'Olonne. Réédité en ebook.



Excursion 1964 - Morphologie alpine

Commentée par le professeur Jacques Gras, directeur de l'IGARUN, à sa gauche Jean Renard, à sa droite Bernard Bousquet, à l'arrière plan Ernest Lermite.

Credit photo : D. RAPETTI

Je me souviens d'un texte élaboré en commun en 1982 pour le numéro 0 d'une revue destinée à publier les travaux d'un groupe de recherche CNRS tout juste créé : l'actuel ESO, Espaces et Sociétés (UMR 6590). La « Géographie sociale », domaine où Jean Renard ne cesse de s'impliquer, c'est le titre d'un manuel auquel il collabore² ; celui aussi de la revue. L'article traite des comportements électoraux en Loire-Atlantique et en Vendée, un thème élargi par lui aux Pays de la Loire en 1986³ et toujours suivi avec grand intérêt.

2 Renard J. et al. (1984). *Géographie sociale*, Masson, Paris.

3 Renard J. (1986). « Les Pays de la Loire », in Lacoste Y. (dir), *Géopolitiques des régions françaises*, Fayard.

Un soir d'automne 1999, lors du traditionnel pot de départ à la retraite, Jean Renard dit le pourquoi et le comment de son engagement et de ses activités professionnelles. « Trente cinq ans dans la même maison cela fait un sacré bail »⁴. Je me souviens. Il explique la nécessité pour lui de ne pas s'enfermer dans un champ de recherches trop étroit :

« Sans doute parce que je suis d'une génération de géographes où la polyvalence était la règle je me sens un peu aujourd'hui comme un médecin généraliste face aux spécialistes. Chacun en pensera ce qu'il voudra mais il y a une interrogation de fond sur le rôle de la géographie. Pour ma part il s'agit avant tout d'une science d'observation. Il faut bien connaître le terrain et les antécédents pour pouvoir porter un jugement et proposer une éventuelle thérapie (...). À l'arrière plan un souci de justice sociale doit guider le géographe. On ne saurait concevoir une géographie académique hors des problèmes de la cité ».

Parmi les impératifs auxquels il essaya de ne pas déroger, selon ses propres termes, celui de « favoriser tant que possible l'insertion des étudiants dans la vie active » n'est pas le moindre. Nombre de jeunes géographes doivent à Jean Renard un de ces emplois, rares à l'époque, hors la voie classique de l'enseignement. Par souci indirectement lié, il ne manquait pas de valoriser les travaux des uns et des autres afin de faire connaître l'Institut. Sans son insistance, je n'aurais jamais envoyé de moi-même un dossier à la mairie de Nantes désireuse de récompenser une étude universitaire sur la Ville. Je n'oublie pas.

Du sort particulier des étudiants à l'avenir de l'université en général, les engagements sont multiples. En fin de carrière, Jean Renard accomplit avec énergie et conviction une tâche

pleine d'embûches : celle de rapporteur général du « Schéma de développement de l'Université de Nantes, 1999-2004 »⁵ sous la présidence du professeur Yann Tanguy. Je me trouve enrôlée dans l'équipe dite du Schéma.

Puis vient le temps du géographe hyperactif rapporteur général du Conseil de développement de Nantes Métropole. Je me souviens avoir discuté avec Gabriel Vittré⁶ et Jean Renard, autour d'un café au pied de la tour de Bretagne, d'un projet d'étude sur l'évolution sociale de la ville et du département ; projet abouti quelques années plus tard. Jean Renard, lui, produisit jusqu'en 2018 plus de cinquante contributions. Quelques unes relèvent du billet d'humeur, d'autres, beaucoup d'autres, d'une analyse pertinente de questions de fond et de débats sur des problèmes brûlants d'actualité, tels que le transfert de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ou bien celui du CHU sur l'Île de Nantes⁷. Parfois un certain pessimisme le gagne, ainsi en 2016 : « J'avoue, après 20 années de fréquentation longtemps assidue du Conseil de développement, que nous n'avons pas su faire suffisamment entendre notre voix auprès des autorités, lesquelles semblent nous écouter, mais pas plus, point à la ligne. À la fin c'est frustrant »⁷. Pourtant, le citoyen-géographe ne désarme pas. L'un de ses textes, sous le titre « Les douze travaux d'Hercule de Johanna Rolland », énumère les problèmes posés en 2017 à la gouvernance urbaine de la métropole. Une liste à reprendre plus tard par de jeunes géographes pour apprécier nouvelles pratiques et résultats avec un recul nécessaire de vingt à trente ans ?

⁴ « De quelques considérations sur trente cinq années passées à l'Institut de géographie de l'université de Nantes ». Jean Renard, parti à la retraite le 31 janvier, tient ces propos lors de la cérémonie du 8 novembre 1999.

⁵ Schéma de développement de l'Université de Nantes, 1999-2004.

⁶ Secrétaire général du Conseil de développement de Nantes Métropole.

⁷ Voir les contributions de Jean Renard sur le site du Conseil de développement de Nantes Métropole (nantes-citoyenneté.com). Références des contributions citées dans le texte : *Réflexions automnales*, 26 septembre 2016 et *Les douze travaux d'Hercule de Johanna Rolland*, 23 février 2017.

Jean Renard dit avoir éprouvé très jeune l'envie d'enseigner. Œuvrer au sein du Conseil de développement, c'était en quelque sorte continuer à enseigner hors les murs universitaires, transmettre les réflexions du géographe dans la cité.

Nul ne saurait mieux que lui exprimer ce qui déterminait son itinéraire professionnel :

« Cet engagement-citoyen, je ne dis pas politique, explique la manière dont j'ai conçu la façon de faire de la géographie, en faire, plus que théoriser sur ce qu'elle serait, et ce guidé par la curiosité, le doute, l'impertinence et la passion »⁴.



Extrait de *Ouest-France*
(12 juillet 2007)

De temps à autre, Jean Renard adressait un billet au courrier des lecteurs du quotidien *Ouest-France*. En 2007, il réagit au lancement médiatique du « Voyage à Nantes » à la redécouverte de l'estuaire de la Loire et à l'envolée des écrits sur le repeuplement des campagnes. « *Il faut raison garder et rendre à César ce qui lui appartient* ».

Vallet

Géographie sociale et rurale

Des universitaires observent Vallet

« Vallet, une ville qui se transforme », le mémoire de maîtrise de Valérie Jousseau est porteur. Mercredi, M. Kayser, professeur de géographie sociale à Toulouse est venu en apprécier l'analyse, sur le terrain.

Avec ses collègues nantais, Mme Groix et M. Renard, ils ont été reçus à l'hôtel de ville de Vallet par Mady Aubron, adjointe au maire. Vallet a été choisi avec Saint-Fulgent (Vendée) pour ce pèlerinage des bourgs ruraux en voie de mutation.

Commanditée par le ministère de l'Agriculture, cette mission se veut à la fois d'étude et informelle. « Quels sont les paramètres qui sur les points de passages sauront retenir les populations par une politique raisonnée ? »

« Les points d'ancrage dans les lieux où le développement a été le plus rapide sont-ils fiables à long terme ! »

Autant de questions posées, dans un contexte rural où l'agriculture est en perte de vitesse. « A Vallet, le fait viticole conserve une place primordiale dans l'espace local », selon le mémoire de Valérie Jousseau.



Mady Aubron et Valérie Jousseau ont présenté la commune de Vallet aux trois professeurs œuvrant pour le ministère de l'Agriculture.

L'évolution rapide de Vallet débute au lendemain de la seconde guerre et se poursuit jusqu'à nos jours sous l'effet de trois facteurs géographiques : un terroir viticole, le Choletais et Nantes. La voie Nantes-Cholet draine aujourd'hui 20 000 véhicules/jour.

« Ici, on est en présence d'un

exemple de typologie intéressante pour l'avenir », évoquait mercredi M. Renard. « Vallet profite de la brèche angevine pour exercer une attraction toujours plus puissante vers le Maine-et-Loire, déborde vers le canton du Loroux-Botteau et assied son autorité cantonale », lit-on dans le mémoire.

Source : Ouest-France

Témoignage de Nicole Croix, collègue de Jean Renard à l'IGARUN depuis 1969

Après le décès du géographe Jean Renard, le 31 décembre 2020, nous, ses anciens collègues, aurions pu rappeler la carrière universitaire et le parcours professionnel exemplaires du professeur de géographie, récapituler ses activités et ses travaux dans le domaine de la géographie rurale et sociale, souligner son rôle dans le rayonnement et le développement de l'IGARUN et du centre nantais de recherches en géographie sociale, et encore son action au sein de l'université de Nantes. Son dynamisme au sein de la commission de géo rurale, du comité national de géographie français ou de l'UGI a été longtemps apprécié, et ses nombreuses interventions dans les organismes d'aménagement et de développement, de la DATAR jusqu'au Conseil de développement de la métropole nantaise, ont souvent permis d'enrichir le débat et d'avancer...

Pourtant JR, comme l'appelaient les étudiants, n'était pas sans défauts : parfois de mauvaise humeur, souvent très critique face aux évolutions de la géographie, de l'Université, de la vie politique nationale et régionale, il lançait des remarques acerbes qui désarçonnaient étudiants et collègues. Mais cela ne durait pas, et tous ceux qui ont travaillé régulièrement avec lui ont apprécié ses qualités humaines mises au service de son métier de géographe. Je n'en citerai que deux : sa curiosité insatiable et sa générosité. Ce sont elles que nous, amis et compagnons de route, avons appréciées pendant plusieurs décennies et que nous n'oublierons pas.

Jean était curieux de tout ce qui concernait les manières d'habiter l'espace, de produire et de consommer, d'échanger et de circuler, et encore des formes de gestion et d'aménagement des territoires, des affrontements sociaux, économiques et politiques qui s'y déroulaient. Pour satisfaire en partie cette curiosité, il recommandait sans cesse à ses étudiants et à ses collègues de lire et d'aller sur le terrain.

Jean a été toute sa vie un grand lecteur. Il lisait tout : des quotidiens parmi lesquels *Le Monde* et *Ouest-France*, journal régional qu'il considérait comme une source d'information indispensable pour un géographe citoyen — malgré tous ses efforts il n'a pas réussi à construire à partir des articles d'*OF* l'observatoire des changements sociaux qu'il jugeait essentiel pour analyser l'évolution des territoires locaux et régionaux —, beaucoup de revues pas seulement scientifiques, des ouvrages pas seulement de géographie. Tout ce qui concernait la littérature, les sciences sociales, humaines et politiques le passionnait. Jean complétait ses lectures par des infos glanées dans les médias y compris les sites numériques, fréquentait régulièrement salles de cinéma et théâtres.

Jean aimait le « terrain » et le faisait aimer aux étudiants : à Treillières proche de la fac, où il a fait ses premières excursions à pied, comme dans une plantation de café kenyane, dans les « métairies » vendéennes modernisées comme dans les exploitations des Travailleurs-Paysans de Loire-Atlantique ou les entreprises choletaises, et aussi un peu partout en France et dans le monde... Excursions et voyages constituaient pour lui une source irremplaçable pour analyser les paysages (il a réalisé des centaines, des milliers de photos remarquables qu'il prêtait volontiers). Le « terrain » permet aussi, de rencontrer, au hasard et le plus souvent après prise de rendez-vous, habitants, agriculteurs, ouvriers et employés, chefs d'entreprise, techniciens et élus... et de les écouter. Ces données de terrain sont ensuite analysées et croisées avec des statistiques, cartes, photos et autres documents disponibles.

Lire, observer et écouter : trilogie fondamentale qu'il prônait en géographie, dans l'enseignement comme dans la recherche. Après une rencontre, une lecture, il en discutait

avec ses étudiants. On peut citer l'exemple de la marina qui devait être établie sur les marais salants de Guérande, projet lancé par le maire de La Baule, Olivier Guichard, au début des années 1970. JR analyse en détail le projet et montre combien la création d'un port au service du tourisme industriel est préjudiciable au territoire guérandais et à ses habitants, et en premier lieu aux paludiers qui vivent déjà une grave crise économique et sociale avec la concurrence des *Salins du Midi*, un des opérateurs de l'aménagement. Il rappelle aussi que de nombreux opposants au projet agissent : pièce de théâtre, tracts, articles dans les journaux et création d'une coopérative regroupant et aidant les paludiers ainsi que formation de GFA, groupements fonciers agricoles, pour contrôler et faciliter l'achat de terres et ainsi protéger l'exploitant. C'est alors qu'un étudiant, futur paludier dans les marais de Guérande, nous propose à la fin du cours des parts de son GFA, 100 francs chacun je crois ! Avec ses collègues, le débat pouvait devenir orageux sans devenir clivant : les exemples les plus récents concernent le déplacement de l'aéroport, projet abandonné à sa grande satisfaction, et celui du CHU toujours d'actualité. Il savait aussi retenir l'information importante, novatrice, et en faire un thème de recherche en géographie rurale et sociale, recherche dans laquelle il impliquait toujours étudiants et collègues. Il aimait ainsi répondre aux « questions vives de la recherche », c'est-à-dire à celles qui correspondent à une demande sociale.

Cette boulimie de projets et de recherches ne le transformait pourtant pas en un touche-à-tout superficiel. Il a toujours privilégié le temps long, en utilisant les travaux des historiens et en faisant lui-même des relevés sur la propriété foncière ou les familles agricoles par exemple (cf. les milliers de fiches manuscrites établies après l'analyse minutieuse des matrices de propriété et des plans cadastraux des 19^e et 20^e siècles, cf. encore les dépouillements fastidieux des recensements anciens). Il défendait et pratiquait la géographie comme une science sociale, il détestait « les tranches de saucisson », la géographie morcelée en spécialités de plus

en plus pointues et parfois réduite à la seule utilisation de techniques. Il se moquait des « ripounets » quand un auteur ressassait et publiait plusieurs fois le même article, privilégiait toujours l'approche sociale et citoyenne, admirait les travaux des géographes comme ceux d'Alain Chauvet et d'Armand Frémont, d'Yves Lacoste et de Roger Brunet, d'André Fel et de Pierre Brunet, et bien d'autres encore !

Jean était généreux : il partageait ses idées, son savoir, ses sources et méthodes de travail, ses « terrains ». Il faisait confiance aux étudiants et collègues qui travaillaient avec lui dans les enseignements comme dans la recherche. Il les encourageait à faire mieux, plus vite, conseillait lorsque le doute s'insinuait, aidait à trouver une solution quand le découragement s'installait. Beaucoup d'étudiants ont trouvé grâce à lui un emploi dans les collectivités territoriales, les bureaux d'études et l'administration, sans parler de ceux qu'il a aidés à passer les concours d'enseignement ou à avoir un poste en Université après avoir dirigé leur thèse.

Jean n'hésitait pas à faire participer les étudiants à des colloques, à les faire rédiger des articles dans les *Cahiers Nantais* et d'autres revues. Professeur, il a continué à donner toute liberté aux collègues de l'IGARUN dans leurs enseignements, travaux et recherches. Lors du travail collectif (préparation d'excursions, colloques, articles, ouvrages) la répartition des tâches, la rédaction et les critiques se faisaient librement sans hiérarchie. Ce qui était rare à l'Université surtout dans les années 1970-1980.

Les exemples de ses collaborations fécondes avec étudiants et collègues (enseignants, chercheurs, cartographes) sont nombreux et parmi ceux-ci, je me permets de citer le mien car c'est sans doute le plus ancien, le plus long et peut-être le plus riche ?

Le plus ancien : année universitaire 1964-1965. Jean vient d'être nommé assistant et il participe en juin 1965 au jury de soutenance de mon mémoire de maîtrise (appelé alors

diplôme d'études supérieures, DES). C'est la première soutenance à l'IGARUN et tous ses membres ont été réunis par le directeur Jacques Gras ! Consacré à l'aménagement de la vallée de l'Erdre en lien avec le développement nantais, ce mémoire analyse en particulier le rôle des propriétaires de grands domaines fonciers. JR me félicite me conseillant une étude plus poussée de ces propriétaires et il m'invite à publier un article, ce que je fais une fois devenue assistante (*Cahiers Nantais* n° 5, 1972).

Le plus long : de 1969 à 2008 si on considère le seul travail universitaire, et en réalité de 1965 à 2020 pour les échanges intellectuels, professionnels et amicaux.

1969 et 1970 sont les années de recrutement de nouveaux assistants : Pierre-Yves Le Rhun et moi-même venus des lycées nantais, Clemenceau et La Colinière, Jean-Pierre Pinot avec lequel il a préparé l'agrég à Paris, et Alain Chauvet qui vient de quitter son poste à l'université de Tunis. Ils viennent conforter l'équipe des fondateurs de l'IGARUN : les deux professeurs Jacques Gras et André Vigarié, les maîtres-assistants Annie Mesnard, Jean-Max Palierne, Bernard Bousquet et Jean Renard, sans oublier la future ingénieure d'études du CNRS, Danielle Rapetti, les cartographes Andrée Dubois et Nicole Duchêne-Marullaz, et « monsieur » Lermite, homme-ressource exceptionnel à la fois bibliothécaire, documentaliste et responsable des matériels pédagogiques, toujours disponible. C'est au sein de cette équipe réduite mais qui rassemble une belle « brochette » de compétences, que sont lancées les premières collaborations avec Jean et les premiers travaux collectifs. Jacques Gras lui a laissé carte blanche pour développer enseignements et recherches en géographie rurale et dès 1971 je suis associée : le tandem des « ruralistes » nantais est formé.

2008 : date de parution du dernier ouvrage « universitaire » réalisé en commun, alors que Jean est en retraite : *Mouchamps, commune des bocages vendéens*.

Le plus riche ? La collaboration professionnelle avec Jean a permis, pendant plus de trois décennies, de partager les enseignements de géographie rurale et d'apprécier les mêmes étudiants, de publier de nombreux ouvrages et articles cosignés, de participer à de grands chantiers de recherche. On peut citer quelques thèmes traités et les collaborateurs associés : la modernisation et la spécialisation des campagnes, les remembrements (1960-1980), puis à partir des années 1990 les expérimentations d'agricultures différentes, moins polluantes et moins dépendantes avec les acteurs du terrain, les professionnels des chambres d'Agriculture et des administrations ; le changement social et culturel dans le canton de Saint-Fulgent avec le CNRS ; la renaissance rurale et la périurbanisation avec le géographe toulousain Bernard Kayser ; les friches avec l'INRA et son directeur François Colson ; l'environnement avec le juriste Louis Lorvellec. Depuis 1972, nous partageons aussi les travaux, les excursions, les rencontres et débats de la commission de géographie rurale, de l'ARF (association des ruralistes français), du GRESSAR groupe nantais interdisciplinaire de recherches sur le monde rural... Ces travaux et bien d'autres ont permis en 1998 la soutenance d'une thèse de doctorat d'État (*La terre entre terroir et territoire. Mutations foncières et organisation des territoires des campagnes nantaises de 1968 à 1998*), et l'obtention du titre de professeur en 1999, poste qui a permis de poursuivre et de développer son travail, en occupant jusqu'en 2004, la chaire laissée libre après son départ en retraite. Retraite active pendant laquelle il a continué à publier seul ou avec d'autres collègues, des ouvrages de synthèse, des articles et des propositions pour le Conseil de développement de la métropole nantaise.

Comme il l'a toujours fait, il continue à travailler beaucoup après 1998 : les échanges avec les collègues, amis plus ou moins proches sont moins nombreux mais deviennent plus personnels. Jean continue plus que jamais à réagir face aux évolutions régionales, et il intervient souvent, oralement et par écrit, au sein du Conseil de développement de la métropole

nantaise dont il a aidé à la création. Ses analyses continuent à être publiées dans les revues scientifiques et les médias. Ses prises de position suscitent d'ailleurs souvent les réactions hostiles de certains élus et responsables de l'aménagement (ou du « déménagement » ?). Le jour même de ses obsèques, le 8 janvier 2021, trois articles annoncés à la une, l'auraient fait réagir et agir sans aucun doute. Bien sûr il aurait continué à essayer de comprendre les évolutions territoriales de la contagion par le virus COVID, la répartition du mal en France et dans le monde restant très intrigante. La pose de la première pierre du CHU sur l'île de Nantes est annoncée pour 2021 : dès le début, il combat ce projet, situé en zone inondable et accompagné d'une diminution de lits et d'emplois, difficile à comprendre étant donné les évolutions sanitaires et démographiques annoncées. Nouvelle plus réconfortante pour lui : le futur tramway, *Citadis*, fabriqué par le personnel d'*Alstom* près de La Rochelle, circulera à Nantes en 2023. Cette annonce l'aurait réjoui car elle conforte tout ce qu'il a dit et écrit sur le développement nantais structuré par les transports en commun et les modes « doux » de circulation (il a été un des premiers à louer un *Bicloo*).

Il est impossible de citer toutes les anecdotes qui ont ponctué ce long parcours universitaire partagé, parcours qui est aussi et surtout un compagnonnage intellectuel et humain précieux. Beaucoup se rattachent au travail avec les étudiants, aux rencontres avec les agriculteurs, aux discussions avec les collègues lors de colloques ou de voyages. Certains restent présents dans nos mémoires. Les trajets dans sa voiture au petit matin pour rejoindre collègues ou étudiants : les brumes automnales envahissent la campagne nantaise, les routes sont désertes, nous discutons d'un article paru dans le journal en refaisant le monde ; les parcours en car parfois périlleux quand nous empruntons les petites routes de campagne et qu'il faut franchir un pont surmonté par la voie ferrée ou emprunter une ruelle dans un bourg ; le petit café pris avec les étudiants dans une exploitation agricole avec le « coup » de muscadet réservé à la seule gent masculine ; en novembre 1974, lors des journées

rurales de Nantes, la discussion homérique et violente qui porte sur les remembrements. Elle oppose Pierre Flatrès, géographe lillois et breton, Pierre-Yves Le Rhun géographe spécialiste de la Bretagne, et le directeur de la DDA de Loire-Atlantique, A. Guellec ; elle se termine en breton et Jean a bien du mal à clore le débat. Parmi les plus beaux souvenirs : la joie partagée avec les étudiants et les acteurs de terrain lorsque l'étude de l'enquête collective est publiée, fait l'objet d'une exposition ou d'une vidéo, ou encore le plaisir d'apprendre des étudiants lorsqu'ils soutiennent brillamment leur mémoire de maîtrise ; et encore, la fierté de voir lors de ma soutenance de thèse, l'amphi A rempli à parts égales de collègues, d'étudiants et de professionnels du monde rural qui nous ont aidés pendant tous ces travaux...

Jean croyait aussi à ce qu'on appelle aujourd'hui la « démocratie participative ». Très tôt il a pensé que des conseils d'habitants, jeunes et retraités, actifs et acteurs économiques, sociaux, culturels, pouvaient, devaient accompagner les réflexions menées au sein des collectivités territoriales, pour que les élus choisissent et décident. Toute sa vie il a voulu que ses idées de géographe citoyen servent, et il a souvent collaboré avec des élus, fonctionnaires, des techniciens, des membres d'associations, de syndicats...

Jean savait remercier, féliciter, partager peines et joies : envoi de cartes et de petits mots, réunions amicales, repas pris en commun à son domicile ou dans un restaurant, simple café pris en début de réunion, dans le hall d'une gare ou sur une table de ferme, accueil familial, et même de vraies fêtes comme ce méchoui organisé près du château de Talmont pour fêter sa soutenance de thèse en 1975 !

Pour tout cela et pour bien d'autres choses, merci Jean.

Témoignage de Jean-Pierre Peyon, collègue de Jean Renard à l'IGARUN

Jean Renard a fondé sa carrière sur les recherches et l'enseignement de la géographie rurale, mais il a très vite élargi ses réflexions à l'organisation sociale et spatiale des espaces régionaux.

Après une agrégation de géographie qui lui permet d'enseigner au Lycée Clemenceau à Nantes, il se lance dans une préparation de thèse sous la direction de Pierre George. Ses lieux d'étude concernent les campagnes nantaises et vendéennes en s'appuyant sur des enquêtes détaillées auprès des exploitants agricoles, mais aussi des propriétaires fonciers.

Ces campagnes, aux apparences immobiles, sont dans les faits en profondes mutations techniques et sociales. Mes premières rencontres avec Jean Renard ont eu lieu au début des années soixante-dix, alors que je me lançais dans la préparation d'une thèse sur les coopératives agricoles. La coopérative d'Ancenis, symbole de cette nouvelle dynamique, nous offrait une réflexion commune sur les mutations agricoles de ces années soixante-dix et sur les tensions sociales et politiques qui parcourent le syndicalisme agricole de cette époque.

Sa thèse brillamment soutenue en 1975, il obtient en 1978 un poste de Professeur à l'Université de Nantes.

Très attiré par la démarche comparative, il suit les travaux de la Commission de Géographie Rurale présidée par Madame Jacqueline Bonnamour, et en devient le Secrétaire de 1974 à 1984. Il participe à son dynamisme, et devient Président de 1993 à 2000, portant la bonne parole de la géographie française auprès des instances scientifiques internationales. Cela lui permet de confronter les systèmes sociaux spatiaux des pays représentés dans ces instances internationales : Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne, Espagne, Italie mais aussi Chine, Australie, Canada, États-Unis. Les

congrès de l'UGI sont des lieux de confrontation scientifique qu'il appréciait particulièrement, en profitant des excursions scientifiques associées à ces réunions internationales.

Mais il s'appuyait aussi sur sa connaissance intime des campagnes de l'Ouest pour collaborer avec Robert Hérin, Armand Frémont et Jacques Chevalier au premier ouvrage de « Géographie Sociale » paru chez Masson en 1984. Son travail de thèse sur les Campagnes nantaises lui ont permis d'obtenir la médaille de bronze du CNRS et le prix Olivier de Serres. Il devient membre correspondant de l'Académie d'agriculture de France.

Il poursuit ses travaux sur la Vendée avec Alain Chauvet « Le Pays et les Hommes ». Son accroche à l'Ouest se révèle par la création avec les quatre autres universités de l'Ouest de l'unité associée du CNRS : « Espaces et Sociétés localisés dans l'Ouest ». Cette structure originale demeure bien vivante vingt ans après le départ en retraite de Jean Renard.

Dans le cadre de ses attributions pédagogiques et comme Directeur de l'IGARUN, il s'est soucié du devenir des étudiants et de leur insertion professionnelle. Il a donc favorisé l'éclosion de filières professionnalisantes, d'abord avec la Maîtrise de Sciences et Technique Aménagement puis avec l'émergence d'un DESS « Aménagement Urbanisme et Collectivité locale » en collaboration avec les juristes en 1985. En 1996, celui-ci est devenu DESS « Ville et Territoire » en intégrant l'École d'Architecture comme troisième composante. Ces formations transformées actuellement en masters ont renforcé l'image de l'IGARUN au sein de l'Université.

Jean Renard se méfiait de la géographie quantitative à l'image de son maître Pierre George. Pourtant il reprendra au bond, avec quelques uns d'entre nous, le projet de création d'un département de l'image et de la télédétection. Le maire

**Stage de Licence
d'Aménagement aux
Moutiers-en-Retz,
en avril 1984.
Séance de travail**

Le trio d'enseignants :
à gauche, Pierre-Yves
Le Rhun, à droite,
Alain Chauvet et au
centre Jean Renard.

*Crédit photo : J.-P.
CORLAY*



**Stage de Licence
d'Aménagement aux
Moutiers-en-Retz, en
avril 1984. Pause-café**

Jean Renard en
conversation avec une
représentante de la
Commune.
À gauche, Claude
Cabanne.

Crédit photo : J.-P. CORLAY



**Stage de Licence
d'Aménagement aux
Moutiers-en-Retz, en
avril 1984**

Photo de groupe avec
Jean Renard au centre.

Crédit photo : J.-P. CORLAY

**Jean-Pierre
Corlay**

**Pierre-Yves
Le Rhun**

**Jean-Max
Palierne**

**Jean-Pierre
Peyon**



Zoom sur les enseignants
présents au moment de
la photo

**Claude
Cabanne**

**Jean
Renard**

de Nantes, Michel Chauty, Président de la Commission de la défense nationale au Sénat, était intéressé par le repérage des sous-marins et bâtiments soviétiques dans les océans du globe, notamment autour de l'Antarctique. Or l'un des nouveaux outils semblait être le repérage par satellite notamment SPOT nouvellement opérationnel à Toulouse. Notre collègue Bernard Bousquet travaillait avec cette méthode en zone désertique, et il participa à l'élaboration de ce projet IMAR mettant en œuvre télédétection et traitement d'images en mobilisant les aides régionales et des crédits de la recherche et du CNRS. Des contrats d'étude avec les administrations locales : Département, Région, Villes, Chambre d'agriculture, ont pu voir le jour. La cartographie automatique et le traitement d'images renforçaient l'expertise de l'IGARUN avec l'achat de matériels coûteux.

Les pratiques pédagogiques avec enquêtes de terrain, stages prolongés collectifs ou individuels sont devenus une spécificité de nos formations en collaboration avec les professionnels. Les conseils des études et des stages ont rassemblé des représentants de nombreuses administrations locales, ce qui permettait d'engranger de nombreuses propositions de stages et de fournir des sujets d'étude avec des contrats de financement.

Malgré ces succès s'appuyant sur la mobilisation de tous les collègues de l'IGARUN, nous n'avons pu créer un véritable Institut d'aménagement des villes de l'Ouest. Les réunions de préfiguration du projet avec l'IGARUN, la Faculté de droit, l'École d'Architecture et les collectivités locales ont été nombreuses mais elles n'ont pas abouti. Nous étions en concurrence avec d'autres formations universitaires de Nantes et de Rennes. La Ville de Nantes n'a pas voulu s'investir. Petite consolation, nous avons obtenu un bâtiment dédié avec quatre salles à l'intérieur de CAP 44, pour le DESS. Mais cela n'a duré que quelques années. Toutefois quelques années plus tard, l'IGARUN a obtenu une refonte de ses locaux avec une unité de lieux plus pertinente, et des bureaux d'enseignants convenables.

À la fin de son parcours universitaire, le Président Tanguy lui avait confié une vaste réflexion sur le devenir de l'université au travers du Schéma de Développement de l'Université, preuve de la confiance que l'on faisait à son passé universitaire, à son expérience au sein de l'IGARUN, et à son esprit toujours en éveil.

Au sein du CESTAN, au-delà du cadre statistique, Jean Renard désirait saisir « tout ce qui bouge » par le suivi régulier des journaux de la presse locale. Œuvre titanesque qui n'a pu se prolonger, faute de moyens et de personnel.

Sa curiosité était sans limite, et il a donc été sollicité dans les structures locales, non pas trop politiques, car on se méfiait de ses déclarations trop radicales. Il collabore toutefois avec Jean-Joseph Régent au sein du Conseil de Développement dont il devient secrétaire permanent. Il était favorable à la participation citoyenne, et préconisait le tirage au sort pour certaines institutions. Il fut un farouche opposant à Notre-Dame-des-Landes et également à la reconstruction du CHU en centre-ville. Il avait pris ses distances avec la production agricole intensive et l'utilisation massive des intrants qu'il retrouvait sur ses côtes vendéennes. Il appréciait aussi, dans ses derniers mois, le calme de la campagne et la tranquillité d'une partie de pêche.

Témoignage de Bernard Bousquet, collègue de Jean Renard à l'IGARUN

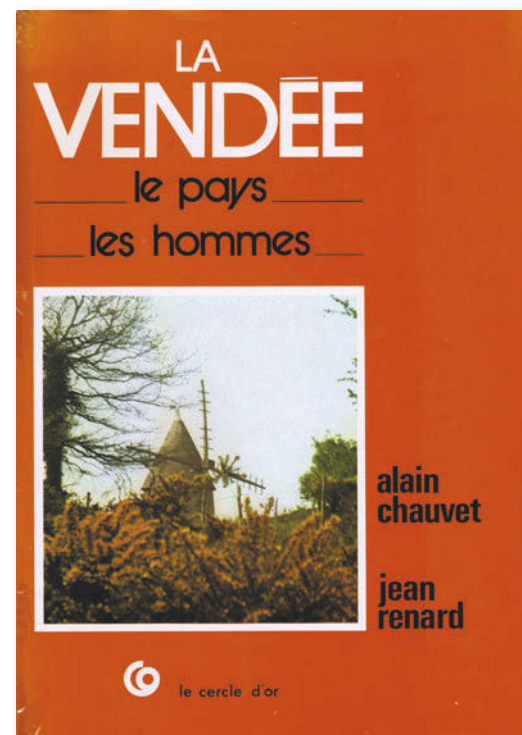
Jean Renard, indissociable de la Vendée, contrée de vieilles séries géologiques recouvertes de sédiments plus récents qui ne cessent de modeler le relief et de campagnes « d'arbres sans forêts ». Pays d'un bocage fabriqué par des paysans qui ne prétendaient pas façonner la planète en travaillant leurs champs pour nourrir leur famille. Territoire d'une « nébuleuse » industrielle d'entrepreneurs se rendant à des rendez-vous d'affaires sans perdre leur temps en compagnie dans des embouteillages de la ville-port, isolat devenu métropole dont l'avenir est chargé d'éclairer notre présent, et si fiers de savoir que la réciprocité de l'utile existe en Choletais ou dans les Mauges.

Enseignant, chercheur et aussi acteur au sein de ce cercle social rassemblant des générations de géographes. À travers l'inventaire de l'émulation, des controverses et de l'entente amicale, successeur de Jacques Gras à la direction de l'IGARUN, Jean Renard a établi la discipline à une place dont il s'efforça d'améliorer l'état à partir d'une formule conduisant à plus de géographie sociale et de géopolitique, posture délibérée, inéluctablement élargie par l'aménagement du milieu et à l'environnement lesquels s'accroissent de plus en plus malaisément des abus et intoxications, d'où résulte pour l'économie humaine et le milieu naturel l'état de désordre et de désarroi que nous savons.

Ainsi, par ces lignes, je n'ai voulu qu'exprimer la réalité d'une longue camaraderie dont le début eut lieu le jour de notre première rencontre, en octobre 1965, au Tertre, au pied du « château ».



Jean RENARD, agrégé de géographie, docteur-ès-lettres, est responsable du Laboratoire d'aménagement rural de l'Université de Nantes. Parisien d'origine, mais Vendéen de cœur par son mariage, il réside depuis près de 20 ans dans le département. Auteur d'une thèse sur « les Évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise », il a voulu exprimer son attachement au pays qu'il a adopté et transmettre son espérance en une mutation réfléchie et harmonieuse de la Vendée.



CHAUVET, A., RENARD J., 1978. *La Vendée : le pays, les hommes*, Les Sables d'Olonne, Éditions Le Cercle d'Or, 246 p.

Miossec Alain
Propedutique

Mardi 4 Mai 1965

Vous n'avez pas mentionné avec assez de force
combien les nuances du climat & des conditions
humaines entraînent dans les voyages, les
types d'écriture des différents.
Problèmes de commercialisation ?
Bonnes cartes

Plan-devoir de Géographie

Les cultures légumières et fruitières dans les deux milieux

Sont moins pourquoi
donner ces conclusions
dès l'introduction.

de midi-méditerranéen et à un degré moindre, le bassin aquitain, resté jusqu'au siècle dernier au stade d'une polyculture extensive, ont subi une transformation notable avec l'arrivée du chemin de fer. L'essor de la viticulture dans le midi-méditerranéen entraîne une affluence massive d'ouvriers et une augmentation de la population des villes. La nécessité de nourrir cette population explique la création des bouches à nourrir, et la possibilité de transports rapides celle d'une agriculture spécialisée de légumes et de fruits. Si le bassin aquitain n'a connu cette révolution que dans la vallée de la Gironde moyenne, le midi-méditerranéen est à présent la première région de France productrice de fruits et légumes. Nos bouches de montagne des caractères de cette culture et d'expliquer le retard relatif du bassin aquitain.

Copie annotée par Jean Renard en 1965

Source : A. MIOSSEC

Il était possible
de voir les différents
régions car on
retrouve partout les
mêmes cultures
avec quelques
nuances

1 Las culturas leguminosas.

Elles se pratiquent : - dans les vallées alluviales pour le bœuf ^{fon} après
- dans les plaines irriguées pour le mûli-méditerranéen

q culturas diversificas

- Dans le bassin aquitain : triomphe des cultures arboricoles
préservant 8 hectares : 1° culture de vigne de corolles, 2° de pommes
de terre de prunes, 3° de vigne de prunes, 4° de vigne de prunes

- Dans le bords méditerranéen : c'est le cas du raisin de table

Exemples : tomates, pommes de terre précoces ...

Com tat! \leftarrow d) culture qui tendent à se spécialiser

. Dans le bassin aqueduc : petits pois de Jallieuville (Lot, Tomates
de Marmande ou de Montauban., $\frac{1}{2}$

• Vers le midi méditerranéen : les melons de Cavallon.

2 das culturas futuras

9. *duransis*.

c'est à ces deux pommes, poches et poivres qui tendent à gagner
les terres entre le blé et la garousse, ou sucre des carottes et
abricots de Roussillon qui gagnent les collines de...

U. speciosissima

Cette spécialisation est surtout le fait du bassin aquitain :

- petites d'orte pour Alger
- chaussettes (cousines de table) pour M'houar

3 des cultures florales : la cote d'azur : Nivea, Grasse

Nota: la cultura enteraient sans aucune industrie locale : (en serbie)

Discours en l'honneur de Jean Renard Alain Miossec, Nantes, le 8 novembre 1999

Mon cher Jean,

C'est une assemblée nombreuse et diverse dans ses composantes qui vous accueille ; c'est, en soi une reconnaissance de l'Université, au-delà de la faculté des lettres et bien sûr, de l'Institut de Géographie. C'est aussi, par les membres extérieurs, ceux de notre « société civile », un témoignage de votre rayonnement.

Vous m'aurez, au cours d'un dimanche studieux quelque peu occupé l'esprit et je vais donc exposer deux ou trois choses que je sais de vous.

" Un an après son mariage, Roseline mit au monde un beau garçon que l'on appela Jean (Félicien), du nom de son grand père. Nous renonçons à décrire la joie de cette famille unie et laborieuse, nous nous contenterons d'ajouter que Jean (Félicien) fit honneur à ses parents, en passant brillamment de nombreux examens ".

Ces quelques lignes viennent conclure le « Mariage de César » une des plus belles nouvelles du Nain, écrite par Marcel Aymé.

Je ne sais si vous en appréciez l'auteur mais je vous trouve quelques ressemblances dans le destin mais à l'envers en quelque sorte puisque l'auteur de la Vouivre a longtemps baigné dans l'atmosphère rude des campagnes du Jura, y puisant truculence (la Jument Verte) et merveilleux (la Vouivre) avant que de plonger dans les profondeurs d'un Paris populaire qu'il saura décrire avec autant d'amour que d'humour, réservant les flèches de l'ironie aux puissants d'une jour ou d'un siècle, à tous les Jambier de la Traversée de Paris... Vous ferez le parcours à l'envers, en allant vers l'ouest.

Nous sommes un 16 novembre et ce siècle avait 36 ans. La France venait de connaître ses premiers congés payés (les premières colonies de vacances de la banlieue rouge dans les forêts du Pays de Monts où vous montrerez, par la suite, les effets déstabilisateurs du tourisme sur le littoral).

C'est au pied de la butte Montmartre que vous passez une partie de votre jeunesse, dans ce **quartier de Pigalle** où l'on croise un petit peuple interlope, gouailleur et volontiers provocateur (il en restera quelque chose ...). Vous fréquentez le cours complémentaire de la **rue Milton** dans les années d'après guerre, une école communale qui a vu ou verra sur ses bancs, studieux et serrés les uns contre les autres comme les photos de Doisneau le montrent si bien, des générations d'écoliers dont les parents croyaient fermement aux vertus de l'école laïque et républicaine : ils s'appellent Charles Aznavour, François Truffaut ou, un peu plus tard, Claude Moine qui deviendra Eddy Mitchell.

On ne sait si vous fîtes les quatre cents coups mais on vous imagine assez facétieux pour y prêter la main avant que celle du maître ne vous dirige à l'ombre du Panthéon, très au-delà des frontières du Paris populaire, dans un Lycée Henri IV qui fabrique l'élite de la Nation. Vous y passez le bac, une année de classe préparatoire à Saint Cloud ; vous migrez vers Lakanal qui vous assurera l'admissibilité à Normale Sup, essai non transformé cependant. Vous obtenez toutefois les IPES qui viennent de naître et la voie royale se dégage qui vous amènera à l'Agrégation. Vous avez des maîtres qui s'appellent Dresch, Birot et George (l'infamale trilogie des années cinquante) aux côtés de ceux qui déclinent un peu (Despois et

Robequain dans sa chaire de géographie coloniale - un signe de temps - et des assistants attentifs et souvent très engagés : Claude Klein dans la géographie physique (cela pourra servir un jour) et surtout Yves Lacoste dans l'idéologie dominante. On le retrouvera aussi un jour...

Entre temps, le destin frappe à la porte et l'ombre de Marcel Aymé croise de nouveau celle de notre jeune homme. La Vouivre s'appelle Marie Geneviève, elle vient de Vendée et c'est vers le rural profond qu'elle entraînera l'apprenti géographe (l'amour a ses raisons). La destinée scientifique est inscrite dans les astres dès 1958 et en 1960, le DES est consacré à Mouchamps. Dans la foulée, CAPES et Agrégation se succèdent et déjà les premiers postes, Abbeville en 1961, Cambrai en 1962. L'appel du large se fait sentir, celui qui porte aujourd'hui Fleury Michon et Sodebo vers les Antilles et Carthagène : Jean et Marie Geneviève demandent l'ouest, elle pour la pharmacie, et c'est le lycée Clemenceau qui ouvre ses portes à un jeune géographe que la toute aussi jeune Université nantaise va cependant bien vite attirer. Il y restera 35 ans. Le professeur Jacques Gras saurait mieux que moi décrire le jeune impétrant modeste qui frappait à la porte et intégra en février 1964 en remplacement de Madame Mesnard : l'entrée officielle était pour octobre...

Le reste n'est que littérature et si les campagnes nantaises ne sont pas celles de Marcel Aymé, c'est à l'envers que vous parcourez le chemin, du Paris populaire aux campagnes mystérieuses et si lourdes d'Histoire, où le merveilleux croise ici le tragique, où l'on cloue les chouettes aux portes quand ce ne sont pas les républicains. Maître Renard au pays de « nos maîtres et de nos pasteurs ». Maître Renard certes, car le jeune universitaire se fait reconnaître bien vite comme l'un des plus éminents spécialistes des campagnes de l'ouest français et ce n'est évidemment pas sans raison si, en 1986, vous rédigez dans les « Géopolitiques des régions françaises » dirigées par Yves Lacoste un chapitre entièrement placé sous les auspices d'André Siegfried que vous saluez dès son introduction

(« un travail jusqu'ici inégalé et qui, malgré son ancienneté, demeure une analyse magistrale »). Vous y remarquez en conclusion que si le bloc agraire se lézarde, que si les choses ont bougé en profondeur « elles l'ont fait sans véritable changement dans les comportements. Les visages politiques des Pays de la Loire ont moins changé que les structures économiques et que les sociétés locales ». À l'inverse, « la forme d'une ville change plus vite, hélas, que le cœur d'un mortel » écrivait Julien Gracq presque au même moment. Curieuse collision qui dit les mystères de l'ouest.

Si j'extrais ces quelques lignes de l'ouvrage sur l'ouest, c'est qu'il marque, un peu au-delà du mi-temps d'une carrière dans l'Université, la démarche de l'auteur. Une géographie presque globale qui glisse du rural profond aux comportements politiques et aux trames administratives qui prétendent les encadrer. Une géographie enracinée proclamée dès les premières pages de la grande thèse de 1975 sur les évolutions contemporaines de la vie rurale dans les campagnes nantaises avec ces quelques lignes : « j'ai privilégié la pratique du terrain comme principal document de connaissance, dans la mesure où de telles recherches n'avaient pas eu de précédent dans la région et parce que je crois profondément que c'est là l'apport essentiel du géographe ». Un terrain qui n'inspire généralement que la modestie et s'accommode mal des schémas même si la mode en est par la suite venue. Si Jean Renard a travaillé avec la DATAR inspirée alors de Roger Brunet - autre ruraliste des origines - il nous aura cependant épargné la banane bleue. De l'Arc Atlantique dont il n'est pas le père, on concédera que l'image n'est pas mauvaise et que l'avenir peut se nourrir des utopies dès lors que les hommes s'investissent avec foi (un pari pascalien toutefois) et enthousiasme.

Jean Renard est ainsi un géographe engagé, dans la recherche d'abord car c'est ce qui restera (des écrits sinon une école). Cette recherche est, sur trente cinq ans, constante et orientée mais subit les évolutions des temps. De l'agricole au rural, de l'évolution des structures agraires sous les coups du

marché et de la dynamique des hommes à l'intérêt pour les pratiques nouvelles agrienvirommentales qui devraient lui rappeler que la géographie est également naturelle. De cela, il sera plus question encore au printemps prochain lorsqu'un bilan scientifique sera tiré.

Engagé dans l'enseignement aussi, avec passion dont quelques-uns peuvent ici témoigner. Je me souviens du jeune assistant méticuleux qui passait du four de la géographie régionale au moulin des commentaires de cartes à une époque où les assistants faisaient à peu près tout (sauf le ménage peut-être), qui le faisait avec minutie, noircissant le tableau de ses rondes de gaucher peu déchiffrables paraît-il pour qui ne l'est pas. Une passion qui s'inscrit dans l'animation de l'équipe pédagogique au sein de l'IGARUN, marquée par de mémorables sorties lointaines (la Tunisie, où le jeune élève de Despois oublie cependant qu'il s'agit d'un pays froid où le soleil est chaud) ou moins lointaines mais plus rustiques (les Vosges, les Cévennes à pied et sac à dos). Une passion qui lui fait assurer les cours dans tous les cycles avant que la montée des effectifs et le rajeunissement du corps enseignant ne le fasse glisser sûrement vers des enseignements plus spécialisés où l'originalité de la recherche passe plus aisément.

Engagé dans les responsabilités administratives de tous ordres enfin. Les unes contraignantes et exigeantes : 9 ans à la tête de l'IGARUN dans une période qui est déjà une transition puisque, au début des années 80, le corps professoral s'étoffe tandis que partent à la retraite les pères fondateurs. Arrive alors un sang neuf, extérieur et de plus en plus jeune qu'il faut intégrer. Vous passez la main lorsque s'annoncent les orages des gros effectifs et je dois dire que l'Institut de Géographie de cette fin de siècle n'est plus tout à fait le même qu'il y a une douzaine d'années. Un hommage original en fera l'exposé. À côté de ces charges plus pesantes qu'intellectuellement stimulantes, il y a aussi dans la carrière la reconnaissance des pairs : Jean Renard siège au

CNU de 1981 à 1986 : s'il y exerce une influence légitime, il y lit transversalement l'état de la discipline. C'est utile pour modeler les maquettes pédagogiques à l'heure du DUGAR, de la MST et du DESS. Il y suit, sans y adhérer nécessairement, les premiers balbutiements de la géomatique : c'est très utile lorsque le maire de Nantes lance l'idée d'un tel laboratoire à Nantes et, avec Bernard Bousquet et Jean Pierre Peyon, ce sera l'IMAR. C'est utile enfin pour la mise en place des formations doctorales : il en assume la responsabilité de 1982 à 1999. Autre charge qui sous-tend la recherche : l'UMR 6590 née des promesses de l'ATP du changement social dans l'ouest où les mérites de la recherche en équipe avec d'autres que des géographes apparaissent clairement. Pour couronner l'ensemble, une vice-présidence du jury de l'agrégation d'histoire.

Que dire de plus qui ne soit également la reconnaissance extérieure fondée sur la présence et le rayonnement personnels : travaux pour la Région, pour la Chambre d'Agriculture, pour la ville et le district (JR est Président du conseil scientifique de FAURAN), pour le ministère de l'Agriculture aussi. De cela, je retiendrai un poste éminent de correspondant de l'Académie d'agriculture. Dans le cours des honneurs qui se décline depuis trois décennies, vous aurez beaucoup donné et c'est cela que l'on retiendra, pour ne pas alourdir un palmarès impressionnant. Tous ceux qui vous écouteront après moi sont là en vivant hommage.

Il me faut conclure.

J'ai cherché le Renard dans les Contes du chat perché et ne l'ai point trouvé car Marcel Aymé ne jugea sans doute pas le sujet mériter un conte... Et pourtant, j'extraits ces quelques lignes du Petit Coq Noir, avatar du Corbeau et du Renard :

« Le renard l'interrompt et s'écria d'une voix impatiente : oui, oui, tu vas encore me parler des maîtres, c'est entendu... Et si tu n'avais pas de maîtres ? »

- Pas de maîtres ? dit le coq. Et d'étonnement, il resta bec ouvert.

- On peut très bien vivre sans maîtres, et le mieux du monde, je t'assure. Moi qui vit depuis bientôt trois siècles ». Il disait trois siècles mais ce n'était pas vrai (il était né en 1936), « moi qui vit depuis trois siècles, je n'ai jamais regretté une seule fois d'être libre. Et comment le regretterais-je ? Si j'avais accepté comme toi d'avoir des maîtres, il y a beau temps que je serais mangé. On m'aurait saigné dans ma plus tendre enfance et je n'aurais pas à présent l'avantage d'avoir trois cent ans d'âge, ce qui est bien agréable, soit

dit en passant : on a tant de souvenirs ! Ainsi moi qui te parle, je n'ai l'air de rien, mais je pourrais te raconter des histoires à n'en plus finir... »

Alors, mon cher Jean, contez nous les donc mais laissez moi vous dire, avant que de vous écouter, toute l'amitié fraternelle que vous porte l'Institut de Géographie, toute la reconnaissance qu'elle vous doit de l'avoir porté haut et toute ma reconnaissance personnelle. Sans le coup de pouce du hasard, je ne serais sans doute pas ici à vous conter l'univers de Marcel Aymé et les charmes de la petite Reine qui m'inspirèrent ce dimanche, en pensant beaucoup à vous.

Jean Renard et son goût pour la découverte de terres lointaines



Jean Renard et son épouse au Musée Karen Blixen (Kenya)

Crédit photo : C. DURBIANO

Jean Renard au congrès UGI à Séoul en 2000

Crédit photo : A. MIOSSEC



Jean-Pierre Corlay, collègue de Jean Renard à l'IGARUN

« Opération CRAT

ou les aventures de deux URA en Arc Atlantique, au siècle dernier »

En mars 1994 une Convention d'Étude est signée entre les deux URA¹ de l'Institut de Géographie et la Région des Pays de la Loire, intitulée : « *Mise en place d'un réseau d'informations économiques et statistiques de l'Arc Atlantique* ».

En ce temps-là, il existe à l'IGARUN deux équipes de recherches associées au CNRS, le CESTAN (URA 915), dirigé par Jean Renard, et *Dynamique et gestion des espaces littoraux* (URA 904), dirigée par Jean-Pierre Corlay, chacune s'investissant sur des thématiques différentes, au sein de structures multipolaires implantées dans les Universités de l'Ouest.

Pendant deux ans, les deux URA vont travailler ensemble sur une opération scientifique, l'opération CRAT, à la demande de, et financée par la Région des Pays de la Loire, une aventure un peu folle - à bien y regarder ! - mais enrichissante tant sur le plan scientifique que sur le plan humain.

1 - Le contexte

La période qui court du milieu des années 1980 au milieu des années 1990 est propice à une telle opération.

Au niveau européen

Bruxelles impulse une politique d'intégration communautaire renforcée.

Quelques dates en témoignent :

- 1985 : signature de l'Accord de Schengen ;
- 1987 : entrée en vigueur de l'Acte Unique et mise en place du programme ERASMUS d'échanges universitaires ;
- 1992 : signature du Traité de Maastricht, qui instaure l'Union Européenne ;
- 1993 : création du Marché Unique ;
- 1994 : inauguration du tunnel sous la Manche ;
- 1995 : avec l'adhésion de l'Autriche, la Finlande et la Suède, l'UE comprend désormais 16 États.

Cependant, une intégration plus poussée est difficilement compatible avec les disparités socio-économiques entre les régions. Corrélativement à l'objectif d'une meilleure intégration s'impose donc la mise en place d'une stratégie de développement régional au profit des régions les plus défavorisées. À partir de 1988, les Fonds structurels, qui représentent d'importants outils financiers, injectent des subventions à travers cinq Objectifs d'aide au développement, relayés par des instances nationales d'aménagement des territoires, comme la DATAR en France.

Parallèlement, l'Europe incite les Régions à se regrouper afin de développer la coopération interrégionale transnationale et de structurer des ensembles homogènes déjà existants de manière informelle ou en devenir. S'affirme alors, dans les discours comme dans les documents de travail, une sorte de métaphorisation de l'espace européen en polygone (industriel),

¹ URA : Unité de Recherche Associée au CNRS. Avant les URA, existaient les UA, Unités Associées (sous-entendu au CNRS). Plus tard, les URA deviendront des UMR, Unités Mixtes de Recherche (Mixtes car possédant la cotutelle CNRS-Université).

diagonale (continentale), *banane* (bleue), *ceinture* (méditerranéenne), *arc*, etc., bref, un découpage en grands ensembles interrégionaux qui se différencient par leur niveau économique, leurs atouts, leurs problèmes et leur devenir à l'horizon 2000.

Au niveau régional

C'est dans ce contexte que le Président de la Région des Pays de la Loire, Olivier Guichard, déjà très impliqué dans l'aménagement du territoire², propose en novembre 1989, à Faro au Portugal, lors d'une assemblée de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes, de *créer l'Arc Atlantique*, un ensemble d'une vingtaine de régions de l'Écosse à l'Andalousie qui ont en commun une culture, des activités, des problèmes et des potentialités liés à leur ouverture sur l'Atlantique. Ce « lobby » est très vite reconnu par l'Europe qui lui ouvre, en 1992, une ligne budgétaire, le Programme Atlantis. S'y ajoutent de multiples initiatives comme *Tech'Atlantique*, lancée en 1993 à Nantes, et visant à instituer un réseau d'universités de l'Arc Atlantique, afin d'échanger des étudiants séniors et des chercheurs, de mener des recherches coopératives et de répondre aux appels d'offres des programmes-cadres scientifiques communautaires. De plus, le Conseil Régional se dote d'une Direction des Affaires européennes, l'Assemblée régionale crée en son sein un groupe de travail Europe, et un bureau permanent de la Région, partagé avec la Région Bretagne, est ouvert à Bruxelles.

À l'évidence, il y a en Pays de la Loire une véritable ambition européenne qui profite des opportunités offertes par Bruxelles.

2 Olivier Guichard : homme politique considéré comme le « père » de l'Aménagement du Territoire en France. En 1963, premier Délégué de la DATAR qui vient d'être créée, nombreuses fois ministre dont, en 1968, ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, maire de La Baule de 1971 à 1995 et Président de la Région des Pays de la Loire de 1974 à 1998. Premier Président de la Commission de l'Arc Atlantique de 1990 à 1994.

Au niveau local

Les deux équipes de recherches de l'Institut sont impliquées à des degrés divers dans les thématiques régionales et européennes à travers des thèses, des contrats de recherches, des colloques internationaux, des opérations interuniversitaires regroupant des organismes de la façade atlantique avec lesquels beaucoup d'enseignants ont tissé des liens professionnels et amicaux, en particulier à travers le programme ERASMUS que dirige avec efficacité Jacques Marcadon.

Par ailleurs, des contacts existent entre les organismes régionaux et les géographes, et Jean Renard est déjà fortement impliqué dans ces réseaux.

En 1990, la DATAR lance un vaste programme de recherche et de prospective pour la France à l'horizon 2000, programme décliné en dix thèmes, le septième s'intitulant *Le devenir de la façade atlantique*. Chaque thème fait l'objet d'un appel à recherche à déposer pour la fin de 1990. Les deux URA montent un dossier qui est accepté. Le coordinateur, Alain Chauvet, est Nantais et l'opération mobilise des chercheurs des deux unités de recherche implantés à Nantes mais aussi au Mans, à Caen et à Rennes. Avec l'aval du Groupe d'experts de ce thème 7 (dont fait partie Jean Renard), deux axes de recherche sont privilégiés : quel développement pour ces régions périphériques face au cœur de l'Europe (diagnostic, enjeux, scénarios), dont se charge l'URA 915, et quelles stratégies d'aménagement et de valorisation pour les littoraux, principalement pour les zones estuariennes, que pilote l'URA 904. Ce contrat, financé par la DATAR, implique plus ou moins directement la Région. Les travaux se déroulent sur deux ans (1991-92). Ils donnent lieu à une publication de quatre volumes, trois volumes d'étape et un rapport final où les réflexions et les propositions pour l'an 2000 sont traduites en scénarios schématisés et en cartes dynamiques. La conclusion du travail insiste sur les faiblesses de la façade atlantique française et la nécessité de changer d'échelle afin de réfléchir à son devenir dans un cadre plus interrégional européen.

Fait significatif du contexte de l'époque, il était prévu, dans cette opération de recherche, la création d'un ODL (*Observatoire Des Localisations*), qui s'intégrerait au programme national ODL lancé par le GIP-Reclus de la Maison de la Géographie de Montpellier, dirigé par Roger Brunet. Il s'agissait de créer « une veille des territoires » en rassemblant, en routine, des données statistiques et factuelles à l'échelle, si possible, communale, en fonction des initiatives locales et des possibilités en personnel, un programme ambitieux qui nécessitait une collecte de données issues de gisements statistiques divers et une « chasse » à l'événement à travers la presse, les rapports d'entreprises, d'institutions, etc. L'objectif était de pouvoir cartographier de manière précise et documentée les dynamiques territoriales afin de nourrir la réflexion et l'action politique d'aménagement du territoire. Jean Renard, partisan convaincu de l'ODL, et son équipe travaillaient déjà sur un tel programme à l'échelle de quelques communes des Pays de la Loire depuis 1987-88.

Autre facteur contextuel majeur, cette opération de mise en chiffres et en cartes du territoire puise en partie son ambition dans le **formidable essor des outils de traitement de l'information**, en un mot de l'informatique appliquée à l'espace géographique (le terme de *géomatique* n'est encore utilisé que dans quelques cercles d'initiés !). Les bases de données se multiplient et s'étoffent à l'échelle européenne, au sein d'Eurostat de même qu'à l'échelle nationale. Au niveau local, l'informatique fait son entrée à l'Institut de Géographie, peut-être un peu tardivement mais délibérément. Les premiers ordinateurs de bureau apparaissent en 1986-87 et l'IMAR, composante désormais incontournable de l'IGARUN, est opérationnel en 1990. Bref, l'essor fulgurant des outils informatiques laisse présager d'énormes possibilités en matière de connaissance et de représentation des territoires grâce au traitement des images et des données. Certes, la géographie quantitative (comme on disait à l'époque !), à travers l'analyse des données, la cartographie automatique, la modélisation, a irrigué une partie de la recherche géographique au cours des

années 1970 et 1980, mais son apport théorique et surtout sa puissance méthodologique seront amplifiés avec « l'explosion » informatique.

En ce début de décennie 1990, le fruit est mûr : l'ouverture de la région sur l'Europe via l'Arc Atlantique, les contacts déjà noués en Région et au-delà par les membres de l'IGARUN, les conclusions du contrat DATAR, et surtout la relance de la prospective territoriale fondée sur une connaissance fine des régions, forment un contexte favorable au lancement de l'opération CRAT, en changeant d'échelle et en changeant d'approche.

2 - L'opération CRAT

a - La commande

En septembre 1993, rebondissant sur le dernier contrat DATAR, Jean Renard nous propose de monter un projet de recherche démontrant la nécessité et la faisabilité d'un Observatoire des territoires de l'Arc Atlantique. Le projet, rédigé par nos deux URA, est présenté à la Région qui en accepte, sans hésiter, le contenu et le financement. Il est cadré dans *un document fondateur* exposant les constats, les objectifs et la méthode.

Le constat :

- une prospective territoriale pour la façade atlantique française doit s'intégrer à une réflexion à l'échelle de l'Arc Atlantique,
- cette stratégie doit s'appuyer sur des diagnostics de territoires eux-mêmes nourris de données pertinentes, fiables et comparables ; or, les données d'Eurostat sont très insuffisantes car trop globales et sur des mailles de saisie trop larges,
- il faut donc créer sa propre base de données quantitatives et factuelles. L'exemple de l'ODL du GIP-Reclus (voir ci-dessus) est repris afin d'en montrer les potentialités et les limites.

L'objectif est donc de mettre en place un observatoire de « tout ce qui bouge » dans les Régions de l'Arc Atlantique à différentes échelles spatiales et temporelles ; le traitement de cette banque de données fournira des outils de représentation des dynamiques territoriales (cartes, atlas, séminaires, etc.) et d'aide à la décision.

L'observatoire portera le nom de **CRAT**, soit le Centre de Ressources pour l'Aménagement du Territoire des régions de l'Arc Atlantique.

La commande est d'évaluer la *faisabilité* d'un tel projet et les conditions de sa *pérennisation*.

La méthode envisagée

Il s'agit :

- de créer un réseau d'observateurs, de correspondants, dans les Régions de l'Arc Atlantique (universitaires, chercheurs, représentants d'institutions publiques et privées, etc.),
- de recenser les gisements de données, d'évaluer leur accessibilité, leur fiabilité, de choisir les indicateurs significatifs, de déterminer les mailles territoriales de collecte, en appréciant leur pertinence et leur comparabilité sur l'ensemble de l'espace d'étude,
- de proposer des modes de traitement de ces données quantitatives et factuelles afin de faire émerger des diagnostics territoriaux.

L'ambition est telle que pour cette étude, il est décidé de tester la faisabilité de l'opération sur *seulement deux champs exploratoires* correspondant à des domaines économiques majeurs de l'Arc Atlantique et à des terrains de recherche déjà investis par les deux équipes :

- premier champ : *les activités littorales* : pêche et aquaculture, ports de commerce et transport maritime, piloté par l'URA 904,

- deuxième champ : *les activités de recherche publique et privée*, en particulier dans le domaine de l'agro-alimentaire, piloté par l'URA 915.

En janvier 1994, après les dernières mises au point, l'étude est lancée.

En mars 1994, la Convention est signée entre la Région et le CNRS représenté par Jean Renard et Jean-Pierre Corlay, co-responsables scientifiques de l'étude, pour une enveloppe financière de 400 000 F qui comprend, entre autres, le recrutement en CCD de deux étudiants en 3^e cycle, Michel Poilane pour l'URA 915 et Suze Rakotobe pour l'URA 904. Une étudiante de DESS de Lyon2, Isabelle Moisan, stagiaire à la Région, est chargée des relations avec le réseau.

b - Le déroulement de l'étude : mars 1994 - juin 1995

Une lettre d'appel à intention est envoyée à de nombreux collègues français et étrangers à travers nos réseaux, dont ERASMUS ; le nombre important de réponses et leur contenu expriment l'intérêt porté à la proposition.

22-23 avril 1994 : Séminaire international de Nantes, à l'Hôtel de la Région

Un peu plus de 30 participants sont présents. À côté du Directeur des Affaires européennes des Pays de la Loire, siègent des chercheurs d'universités françaises (Nantes, Amiens, Caen, Brest, Angers, La Rochelle) et des collègues universitaires de l'Arc Atlantique : Cork et Dublin pour l'Irlande, Glasgow, Bath et Cardiff pour le Royaume-Uni, St. Jacques de Compostelle, Oviedo, Huelva, Séville pour l'Espagne et Lisbonne pour le Portugal. Le Pays Basque rejoindra le réseau un peu plus tard.

Après des échanges sur la nature du projet, sur les objectifs, il est dressé un premier inventaire des données disponibles,

des problèmes et des difficultés (obtention, confidentialité, fiabilité, diffusion, maille territoriale de saisie, etc.), où se confirme - ce que l'on savait déjà un peu - l'hétérogénéité des données sur l'ensemble des Régions de l'Arc Atlantique.

Une part importante du séminaire est réservée aux questions de méthode afin de concentrer le travail sur des thèmes simples (confirmation des champs retenus) et de commencer à réfléchir aux modes de collecte et de traitement dans une perspective d'harmonisation des démarches.

Des décisions de fonctionnement sont prises. Sont mis en place :

- un *Comité de Pilotage* qui regroupe des représentants institutionnels des Régions concernées,
- un *Comité Scientifique* de 14 membres : 7 Français, 2 Anglais, 3 Espagnols et 2 Portugais.

Une *Lettre d'Information* est lancée, sous la responsabilité de Monique Bigoteau, ingénieure d'étude au CESTAN.

Avril à décembre 1994

C'est un temps très actif de travail avec la constitution dans chaque Région de l'Arc Atlantique d'un réseau d'informateurs qui commencent à prospector les gisements de données et à gérer les problèmes qui se posent quant à leur collecte et ce, sur les deux thèmes retenus.

Le Conseil scientifique se réunit plusieurs fois afin de faire un point régulier et les contacts avec la Région sont fréquents.

La *Lettre d'information*, important bulletin de liaison, donne régulièrement l'état d'avancement des travaux, les acquis, les problèmes, les interrogations, les modes de fonctionnement, etc... Les premiers traitements cartographiques sont diffusés et soumis à critique, les collègues anglais et irlandais envoient les premières cartes informatiques, ébauches sommaires d'un futur SIG.

9-11 décembre 1994 : Séminaire international de Saint Jacques de Compostelle, avec le soutien de nombreux organismes de la Galice et une forte résonance médiatique (fig. 1)

Les travaux ont bien avancé. Les sous-réseaux régionaux se mettent en place, l'inventaire des données s'étoffe et la réflexion sur leur qualité et sur leur accessibilité est bien engagée. De nombreuses cartes sont produites et critiquées. Chaque Région dresse un état des lieux de la recherche ce qui conduit à mettre à nouveau en évidence le problème de l'homogénéité des données et des mailles de saisie (un exemple très simple : la notion de *petite pêche* ne recouvre pas la même réalité en France, en Espagne et au Royaume-Uni ; la question apparaît encore plus complexe pour le thème de la recherche). Après discussions longues et scientifiquement importantes, quelques indicateurs simples sont retenus et des grilles de saisie homogènes sont élaborées afin d'être testées dans toutes les Régions.

12-13 mai 1995 : Troisième Séminaire international, à Nantes (Hôtel de Région)

Le bilan des travaux est dressé. Le remplissage des grilles par pays est présenté sous forme de tableaux qui montrent la nature des données, les gisements, l'accessibilité et le degré de confidentialité.

Les premières réalisations cartographiques à l'échelle de l'ensemble de l'Arc Atlantique sont exposées.

Les nombreuses discussions qui ont lieu portent sur le bilan de l'expérience, *concluent à une faisabilité* du CRAT et établissent les conditions de cette faisabilité en vue du Rapport final.

Juin 1995 : rédaction du Rapport Final et présentation à la Région

Ce n'est ici ni le lieu, ni le moment, d'entrer dans le détail du bilan scientifique mais plutôt d'esquisser quelques remarques à la fois sur le fond du projet et sur cette aventure entre nos deux URA.

GALICIA

El Correo Gallego, Domingo, 11 de diciembre de 1994 17

El 'Arco Atlántico' impulsa una red estadística pesquera y agropecuaria

La iniciativa corre a cargo de diversas universidades y centros de investigación

Representantes de universidades y centros de investigación de las regiones del Arco Atlántico se reunieron ayer en Santiago para avanzar en la puesta en marcha

de una red de información estadística sobre datos socioeconómicos y territoriales. El objetivo del comité radica en unificar los criterios estadísticos en las dis-

tintas regiones y elaborar informes conjuntos que permitan al 'lobby' atlántico defender los intereses de sus sectores pesquero y agropecuario ante la UE.

SANTIAGO. Redacción
Según el profesor de Geografía de la Universidad de Santiago y miembro del Comité de Coordinación de la Red de Informaciones Estadísticas de las Regiones del Arco Atlántico, Rubén Lois González, los fines del organismo radican en prestar servicios útiles a los sectores productivos de su ámbito geográfico.

Otro de los objetivos, según explicó este profesor universitario, es el de facilitar a las instituciones y administraciones correspondientes, el acceso a los datos y a los informes que elaboran los distintos grupos.

Rubén Lois destacó que este tipo de documentación servirá asimismo a las regiones del Arco Atlántico para "ejercer presión y reforzar sus peticiones" antes la Unión Europea.

En el caso de conflictos entre las propias regiones, como ocurrió recientemente con la crisis de las volantas por el bonito, la disponibilidad de datos evitará a los gobiernos "actuar a ciegas" al tener un conocimiento pormenorizado de la situación, aseguró el miembro gallego en el citado comité.

Las tareas que se marca el



SANTIAGO ACOGIÓ AYER UNA REUNIÓN DEL COMITÉ DE COORDINACIÓN

Nacho Santás

mencionado Comité se centran en lograr la unificación de criterios a la hora de elaborar las estadísticas comarcales o locales en los distintos ámbitos de estu-

dio con el objeto de que puedan ser comparables.

Lois González indicó que los temas abordados por el organismo desde su creación, a comien-

zos del presente año 1994 en la localidad francesa de Nantes, estuvieron relacionados con los puertos comerciales y los recursos pesqueros.

El avance de los primeros resultados se conocerá en primavera

A la reunión celebrada ayer asistieron cerca de una veintena de representantes del Comité de Coordinación de la Red de Informaciones Estadísticas de las Regiones del Arco Atlántico.

El comité apuntado surgió a comienzos del presente año 1994 para poner en marcha un sistema estable de intercambio de información entre las distintas regiones con el objeto de detectar los problemas con la antelación suficiente y elaborar estudios sobre las perspectivas socioeconómicas de este conjunto de territorios que poseen múltiples afinidades entre sí.

Numerosos apoyos

La próxima reunión del organismo, según acordaron los miembros del comité tendrá lugar en la primavera de 1995, en la que ya se conocerán los primeros resultados de la iniciativa.

La celebración del encuentro que tuvo lugar este fin de semana en Santiago Compostela contó con la colaboración de la Fundación Galicia-Europa, el Vicerrectorado de Investigación de la Universidad de Santiago, el Idega también de la universidad compostelana, las consejerías de Pesca y de Cultura y la Embajada de Francia en la capital de España.

Figure 1 - Article de *El Correo Gallego*, important quotidien de Santiago de Compostela relatant notre Séminaire de décembre 1994

On y voit Jean Renard, au troisième plan, Jean-Pierre Corlay, au deuxième et Guy Baron (professeur de géographie à l'IUFM - maintenant INSPÉ - d'Amiens, spécialiste des transports maritimes) au premier plan.

3 - Quelques remarques sur le bilan

Le Rapport final présente donc *les conditions de faisabilité* d'un Centre de Ressources pour l'Aménagement du Territoire des Régions de l'Arc Atlantique.

Si l'on veut faire de cet Observatoire un outil d'aide à la décision, à partir d'analyses et de synthèses mettant en évidence des états des lieux et des dynamiques, il est nécessaire de réaliser, en routine, une « veille des territoires », en collectant et en traitant des données statistiques et factuelles homogènes, selon un maillage comparable et sur un temps nécessairement long.

Son efficacité dépendra de l'organisation du réseau. Celui-ci devra, si possible, couvrir la totalité des Régions de l'Arc Atlantique, et se développer du niveau local au niveau européen. Il devra être « enraciné », donc constitué de correspondants connaissant le territoire et susceptibles d'évaluer la qualité des données collectées. Il devra enfin être intégré c'est-à-dire permettre à tous les acteurs du réseau de travailler en collaboration et en synergie, ce qui implique l'accès à une information fluide et partagée entre tous, donc la *mise en place d'un système de gestion de cette information* reposant sur des bases de données relationnelles, des bases de données thématiques et un SIG, le tout nécessitant une interconnexion de type INTERNET ; nos collègues irlandais sont les plus avancés sur cette question. Le projet est ambitieux, les besoins en moyens humains et matériels sont importants et donnent lieu à un chiffrage de lancement s'élevant à 9 200 KF.

Démontrer la faisabilité est une chose, la réaliser en est une autre. L'étude, qui était un préliminaire au montage d'un CRAT, n'a pas eu de suite directe. L'Opération a été stoppée en plein envol pour diverses raisons. Parmi d'autres, son ambition et son inscription dans la durée ont peut-être rebuté les commanditaires ; de plus, l'accord entre les régions de l'Arc Atlantique pour une telle opération avec un tel fi-

nancement a sûrement soulevé des réticences ; également, et facteur majeur, en 1995, la Présidence de l'Arc Atlantique a quitté les Pays de la Loire, selon les modalités réglementaires, et avec elle une partie de la dynamique qui avait sous-tendu l'aventure. Mais n'est-ce pas là le sort de nombreuses études de recherche appliquée ?

Le travail a été extrêmement fructueux sur les plans scientifique et humain ; sur ce dernier point, il nous a permis de faire des rencontres enrichissantes, de croiser des approches et des méthodes différentes d'un pays à l'autre, d'apprécier l'accueil des collègues étrangers, en particulier lors du séminaire de Saint Jacques de Compostelle où l'on a vu que l'hospitalité galicienne ne relève pas de la légende ! Ah ! la flamme bleue de la *queimada*³

Si les institutions ont abandonné le projet, il est resté de profondes « séquelles » scientifiques positives : le réseau européen qui s'est constitué pendant les deux années de l'opération a continué de fonctionner, en géométrie variable, et a été à l'origine d'autres projets de collaboration scientifique.

3 La *queimada* est une eau-de-vie galicienne et un rituel original. L'eau-de-vie de marc de raisin est mise dans un récipient dont la taille dépend du nombre de personnes présentes ; on ajoute du citron, du café, du sucre et bien d'autres herbes et condiments. À la fin du repas, la *queimada* est présentée aux convives ; on éteint la lumière et on la fait flamber, ce qui donne une lumière bleue un peu mystérieuse. Chacun va ensuite se servir... à volonté. Ce nectar est associé à tout un rituel remontant à la nuit des temps celtiques, dont le triple objectif est de sceller l'amitié entre les convives, d'éloigner les mauvais esprits et de donner des pouvoirs spéciaux à ceux qui la boivent ! Nous l'avons souvent évoquée cette *queimada* avec Jean Renard et nous étions "persuadés" que le pouvoir de cette "potion magique" avait contribué à la réussite de notre opération CRAT ! Encore merci à Ruben Lois Gonzales, le collègue galicien à qui l'on doit cette merveilleuse initiation.

4 - Pour conclure

À l'échelle locale, *la coopération entre nos deux unités de recherche* a été très forte et bénéfique en tous points. Elle nous a conduit, par exemple, à mener de front des demandes d'équipements informatiques auprès de nos instances universitaires. À ce sujet, il est savoureux, avec le recul, de lire à la fin du rapport d'exposé de cette étude, rapport co-signé par Jean Renard et moi-même et qui était destiné à la Présidence de l'Université : « *Une condition s'impose de plus en plus : la nécessité de disposer de moyens de faire circuler l'information en connectant toutes les équipes sur le réseau INTERNET, d'où l'importance de câbler le plus rapidement possible le Château de la Censive où travaillent les deux URA qui sont à la tête du projet* ». C'était en 1995, il y 25 ans... au siècle dernier !

Enfin, si cette opération a pu avoir lieu, c'est en partie grâce aux relations tissées par Jean Renard au sein de la Région, appuyées par celles que notre équipe entretenait avec le monde maritime de la façade atlantique, prouvant par là qu'une bonne recherche géographique est souvent collective, d'une part, et ouverte sur l'extérieur, d'autre part.

Nous en étions convaincus Jean Renard et moi-même et depuis longtemps. De 1983 à 1986, j'ai animé une ATP du CNRS sur la zone-atelier de la Baie de Bourgneuf⁴. Le fait déterminant de la réussite de l'opération a été de rassembler une équipe de chercheurs membres ou non de nos deux UA et de collègues d'autres disciplines, avec l'aide et le soutien de Jean Renard, qui portait la double casquette de directeur de l'UA 915 et de directeur de l'UER de géographie.

4 ATP : Action Thématique Programmée. Programme de recherche collective lancé par le CNRS afin de tester des problématiques et des méthodologies sur un domaine spécifique, à partir de zones-ateliers. En 1983, la zone-atelier de la Baie de Bourgneuf s'intégrait à l'ATP Socio-économie du littoral comme quelques années auparavant, Jean Renard avait piloté une recherche sur le canton de Saint-Fulgent dans le cadre de l'ATP Observation du changement social et culturel.

Je tiens à lui rendre hommage en reproduisant ici ce qu'il a écrit en avril 1986, à la fin de l'introduction au *Cahier Nantais* n° 27 consacrée aux résultats de l'ATP : « *Cette expérience de travaux pluridisciplinaires que nous présentons ci-dessous témoigne de l'enrichissement apporté par de telles recherches entrecroisées entre équipes différentes travaillant sur un même espace géographique* ».

Commission de Géographie rurale Jean Renard, Président de la Commission de Géographie rurale du CNFG de 1993 à 2000

Première parution : J. RENARD, Commission de Géographie rurale. In : *Bulletin de l'Association de géographes français*, 73^e année, 1996-3 (juin). la recherche géographique en France. pp. 190-192

La Commission de Géographie rurale est l'une des commissions spécialisées du Comité National de Géographie reconnu par l'UGI (Union géographique internationale). Elle regroupe près d'une centaine d'universitaires et de chercheurs du C.N.R.S. s'intéressant aux différents aspects de la vie rurale : évolution agraire et agricole, histoire rurale et paysages, évolution sociale et fonctionnelle de l'espace, problèmes de son aménagement et de l'environnement. Ses membres ne travaillent pas seulement sur l'espace français, mais sur l'ensemble des zones tempérées et méditerranéennes. Les collègues tropicalisants, très proches par leur démarche, ont leur commission spécifique.

Depuis 1992 les activités de la Commission ont été maintenues à un rythme régulier, sous la forme de deux réunions annuelles, l'une lors des Journées Géographiques, l'autre lors de Journées Rurales, ponctuées par :

- des rencontres ou séminaires annuels autour d'une thématique choisie et approuvée,
- des études de terrain en relation avec la thématique retenue et conduites par des collègues ayant travaillé et publié sur les terrains visités,
- des publications collectives, notamment sous la forme d'hommage à des membres éminents de la Commission,
- l'ouverture sur l'étranger par des colloques et des excursions.

Près d'une centaine de collègues sont régulièrement inscrits, paient leur cotisation et participent aux activités de la

Commission. Une place particulière a été faite aux jeunes collègues, doctorants et A.T.E.R., à l'occasion des colloques, ce afin de « rajeunir » la composition de la Commission faite jusqu'ici d'un solide noyau de fidèles. Les différents membres de la Commission entretiennent des contacts fréquents et ils constituent entre eux un actif réseau d'informations, de méthodes et de publications.

En outre, à l'initiative de J. Bonnamour et du Président, une brochure présentant les activités de la Commission, les publications récentes et les principaux centres de recherche, sous la forme d'un petit dépliant, a été tirée à plusieurs centaines d'exemplaires et elle est destinée à être distribuée à tous nos interlocuteurs afin de faire connaître les géographes ruralistes.

Un fascicule plus important sera publié d'ici le Congrès international de 1996. Chaque centre de recherche en géographie rurale présentera ses activités en deux ou trois pages.

Résumé des activités

1992 - À l'occasion du congrès de l'UGI de Washington, une quarantaine de membres de la Commission ont effectué, sous la direction de notre collègue G. Dorel, une passionnante visite de plus de quinze jours de la Californie, de San Francisco à la frontière mexicaine, consacrée aux multiples aspects et problèmes de l'agriculture.

Les journées rurales se sont tenues à l'Université de Paris X-Nanterre, à l'initiative conjointe de J.-P. Charvet et M. Jollivet, sous la forme d'une confrontation entre les approches

Jean Renard (en haut)
lors des Journées
rurales du CNFG
au Maroc en 2005

Crédit photo : A. HUMBERT



**Jean Renard lors des
Journées rurales à
Besançon en 2008**

Crédit photo : P. MADELINE

des sociologues et des géographes autour de deux questions :

- *La question de l'environnement en espace rural* (interventions de J.-P. Billaud, M. Jollivet, C. Lechevalier).

- *Les transformations de l'agriculture en Europe de l'Est* (interventions de H. Lamarche, M.-C. Maurel, V. Rey, M. Sivignon).

Une excursion au nord de Paris a permis de visiter la Plaine de France et d'examiner les formes de l'agriculture périurbaine : vergers et grande agriculture céréalière.

Les Journées Rurales se sont poursuivies à Caen le 17 et 18 septembre. Un colloque consacré aux *évolutions dans le monde rural*, faisant la part belle aux méthodes de la recherche en géographie rurale, a été l'occasion de rendre hommage à P. Brunet, président en exercice de la Commission.

1993 - En septembre, le deuxième colloque franco-britannique des ruralistes, faisant suite au premier colloque de Caen de 1989, s'est tenu à Exeter, sous la responsabilité de notre collègue M. Gilg, et a permis de confronter les points de vue et approches concernant *la diversification des activités en espace rural, le rôle des politiques environnementales et les contraintes réglementaires* différentes d'un pays à l'autre.

En octobre, les Journées Rurales se sont tenues à Dijon, sous la responsabilité de R. Chapuis, sur le thème : *Fin ou retour des terroirs ?*

En plus d'une douzaine de communications, deux excursions, l'une dans le Morvan, l'autre sur la côte bourguignonne, ont illustré la pertinence du concept de terroir.

1994 - Les journées d'étude de la Commission se sont tenues en Andalousie. Un long périple de huit jours sous la direction de M. Drain et de A. Humbert nous a permis de découvrir les multiples facettes de *l'agriculture de l'Andalousie, des paysages et des héritages de l'histoire*. Une journée d'études avec les collègues espagnols s'est tenue à Grenade.

Implicitement, une comparaison avec les formes de mise en valeur, en particulier à propos de l'irrigation et des problèmes de l'eau, a pu être faite avec les problèmes rencontrés en Californie.

1995 - Le thème retenu a été celui de *la qualité et de la diversification de la production: solution à la crise ?*

Grâce à nos collègues toulousains, J. et M. Pilleboue, le département du Gers a fourni l'illustration de la thématique avec deux journées d'études sur les productions du foie gras et de l'Armagnac. Un colloque, tenu à Lectoure, a rassemblé une dizaine de communications qui seront prochainement publiées dans un numéro spécial de la revue *Géodoc*.

En 1996, les journées d'études de la commission sont prévues dans le nord-ouest de la péninsule ibérique.

De nombreux membres de la commission ont répondu à l'appel de nos collègues historiens qui ont organisé en octobre 1994 un colloque sur « *L'histoire rurale en France : où en sommes-nous ?* » dans le cadre de la nouvelle revue *Histoire et Sociétés Rurales*. La participation des géographes s'est traduite par une séance de travail consacrée à « *géographie et histoire rural* » animée par P. Brunet, G. Bertrand et J. Renard.

Le président, Jean RENARD

Principales publications

1. Principales publications collectives des membres de la Commission

- *France et Grande-Bretagne rurales*, 1991, 509 p. Centre de publications de l'université de Caen.

- *Des régions paysannes aux espaces fragiles*, mélanges A. Fel, 1992, 767 p. Clermont-Ferrand, C.E.R.A.M.A.C.

- *Quelles campagnes pour demain ?* Colloque de Rennes, U.R.A. 915-C.N.R.S., Géographie sociale n° 12, septembre 1992, 518 p. Diffusion L'Harmattan.

- *Géographies et campagnes*. Mélanges J. Bonnamour, 1993, 369 p. Editions de l'E.N.S. de Fontenay.
- *Tirol et autres montagnes européennes*. Compte rendu des Journées rurales en Autriche, 1994, Centre de publications de Caen.
- *Les mutations dans le milieu rural*, hommage au professeur P. Brunet, 1995, 476 p. Presses universitaires de Caen.
- *Terroirs et territoires* (actes du colloque d'Exeter et des Journées rurales de Dijon) *Cahiers Nantais* n° 43, janvier 1995, 189 p.
- *Bourgs et petites villes en milieu rural*. Actes du colloque de Nantes de mars 1995, à paraître in *Billes et Territoires*, CIEU, Toulouse, janv. 1996.

2. Autres publications récentes

- B. KAYSER, *La renaissance rurale*, Colin, Paris, 1990.
- J. BONNAMOUR, Ch. GILLETTE, *Guide de la typologie agricole*, E.N.S. Fontenay/Saint-Cloud, sept. 1990.
- Sous la direction de P. BRUNET, *Atlas des paysages ruraux de France*, Ed. J.F. de Monza, 1992.
- J. BONNAMOUR, *La géographie rurale, position et méthodes*, Paris, Masson, 1993.
- J.P. CHARVET, *La France agricole en état de choc*. Ed. Liris, 1994.
- J. TRICART, *Ecogéographie des espaces ruraux*, Nathan, Paris, 1994.



Jean Renard lors des
Journées rurales en
Grèce en 2001

Crédit photo : C. MARGETIC

Témoignage de Marie-Claude Maurel, membre titulaire de la section Sciences humaines et sociales de l'Académie d'agriculture

Né en 1936, Jean Renard, Professeur à l'Université de Nantes pendant un tiers de siècle, demeure une figure importante de la géographie rurale de notre pays. Jeune agrégé de géographie, il rejoint en 1964, l'Université de Nantes qui venait à peine d'être créée (1961), et participe alors à la fondation de l'Institut de Géographie et d'Aménagement (IGARUN). Sous la direction du Professeur Pierre George, il prépare une thèse de doctorat d'État sur le thème : *Les Évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise : Loire-Atlantique, bocages vendéens, Mauges*¹. De facture classique, dans la grande tradition des thèses de géographie régionale qui accordent une large place à l'étude du milieu naturel, de la mise en valeur agricole et de la vie rurale, cette recherche consacrée aux bocages vendéens décrit la situation de « bocages immobiles », observable encore dans les années 50, pour analyser les profondes transformations des structures agraires, de l'utilisation du sol, des systèmes de production et de l'environnement rural des années 60-70. Dans la dernière partie de cet ouvrage, le chercheur explique que les mutations provoquées par « l'irruption des techniques agricoles modernes » induisent « une société rurale où les industries d'aval ou d'amont possèdent les pouvoirs économiques, orientent les productions et enchaînent les agriculteurs au nom de la recherche de la productivité ». Tout au long de sa carrière, à travers ses recherches et celles de ses nombreux étudiants en doctorat, il n'a eu de cesse d'observer un double processus d'industrialisation et d'urbanisation des campagnes de l'Ouest de la France.

Au lendemain de son accession à une chaire de géographie rurale à l'Université de Nantes, il élargit son champ de compétences en devenant un spécialiste reconnu de la géographie sociale, nouvel horizon du savoir géographique ouvert à l'initiative d'Armand Frémont. En compagnie de ce dernier et de deux autres collègues, Robert Hérin et Jacques Chevalier, il prend part à la rédaction de l'ouvrage *Géographie sociale* (paru en 1984 aux éditions Masson), qui fait référence pour toute une génération d'étudiants. Au lendemain de sa retraite, en 1999, toujours préoccupé par le devenir de la Vendée, il lui consacre un ouvrage : *La Vendée : un demi-siècle d'observation d'un géographe* (paru aux Presses Universitaires de Rennes, en 2004), dans lequel il éclaire les multiples paradoxes de l'évolution de ce département, en soulignant à quel point il lui a manqué une vision d'ensemble, au cours de la seconde moitié du 20^e siècle. Conjointement aux nombreux travaux académiques qu'il a dirigés, le géographe-citoyen s'est engagé en tant que personne qualifiée pour la protection de la nature lors des opérations de remembrement, en tant que secrétaire de l'ANDAFAR (Association Nationale pour le Développement de l'Aménagement Foncier Agricole et Rural), et au tournant des années 2000, en qualité de rapporteur général au Conseil de développement de Nantes Métropole. Sortant du champ de la ruralité, Jean Renard a posé un regard sans concession sur sa ville d'adoption. Autrefois ville ouvrière et industrielle, Nantes est devenue plus bourgeoise, tertiaire. Cette mutation s'est accompagnée d'un renforcement de la ségrégation sociale au sein même de la ville. À ses yeux, les aménagements urbains n'ont pas été appréhendés de manière cohérente et homogène, même

1 Cette recherche est publiée aux éditions Le Cercle d'or, Les Sables-d'Olonne, en 1975.

si l'image de la métropole nantaise a changé de manière positive. Cet éminent géographe, cet enseignant-chercheur accompli, a exercé les fonctions de directeur de l'Institut de Géographie IGARUN, du laboratoire ESO de Nantes et de la revue les *Cahiers Nantais*. Il a été secrétaire de la Commission de géographie rurale du CNFG (Comité national français de géographie), sous la présidence de Jacqueline Bonnamour, de 1974 à 1984, et il en est devenu le président de 1993 à 2000. En 1995, il a été accueilli par la section Sciences humaines et sociales de l'Académie d'agriculture. À ces divers postes de responsabilité, il a oeuvré au rayonnement de la géographie rurale, en France et à l'international. Les travaux de Jean Renard ont été reconnus par la médaille de bronze du CNRS, le prix de thèse Olivier-de-Serres, le prix Georges-Hachette (2005). Il était commandeur de l'ordre des Palmes académiques.

**« Les campagnes nantaises. Un demi-siècle de révolutions sociales et paysagères, 1960-2010 »
par Jean Renard**

Extrait de la recension par Jean-Paul Charvet, Professeur émérite de géographie, Correspondant national de l'Académie d'agriculture de France, section 10.

« L'intérêt du livre de Jean Renard ne se limite toutefois pas à ces analyses rétrospectives réactualisées et remarquablement illustrées grâce à de nombreuses cartes et photographies en couleur. Il s'agit également d'un ouvrage militant, qui comporte d'intéressantes réflexions et propositions prospectives permettant d'alimenter les débats actuels. Les faiblesses des politiques foncières et des outils de gestion du foncier sont soulignées dans des campagnes nantaises de plus en plus gagnées par la périurbanisation. Dans des espaces où " tout change de dimension ", la question de la restructuration des territoires ruraux et de la substitution d'intercommunalités en lieu et place du pavage communal traditionnel est largement abordée. L'auteur s'interroge également sur la très nette sous-utilisation de la procédure juridique de " remembrement-aménagement " (cf. pp. 77-79) qui permettrait de mutualiser les plus-values liées aux changements d'affectation des sols dans les espaces où, du fait de la périurbanisation, on passe de prix évalués à l'hectare à des prix proposés au mètre carré. Un des principaux soucis de l'auteur, que l'on retrouve à plusieurs reprises dans son ouvrage, est de réduire le plus possible la consommation de terres agricoles par l'étalement urbain (y compris à propos du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes...) et de parvenir à la constitution d'espaces agricoles suffisamment étendus et cohérents pour être durables. Au total, un ouvrage qui, sous un volume limité (192 p.), apporte de nombreuses informations et de nombreux éléments de réflexion à propos d'enjeux et de questions d'actualité, tout en restant de lecture aisée. »

Gabriel Vitré, Secrétaire Général du Conseil de développement de Nantes Métropole : « Le pape et le déconneur »

Lors des obsèques de Jean Renard, en ce janvier froid et anxiogène, son vieil ami Jean Proveux a eu ce mot caractérisant le défunt « *sérieux comme un pape pendant ses cours et déconneur juste après* ». Il évoqua ainsi le baby-foot, les bistrots, les plaisanteries de profs, donnant à cette triste cérémonie d'adieu une respiration souriante.

Cette incise dans le rituel a éclairé le portrait qu'on fait habituellement des disparus. Et cette formule a résumé l'homme que je connais depuis 1996, date à laquelle, dans le sillage de Jean-Joseph Régent, il mit en œuvre à Nantes un Ovniparticipatif dénommé Conférence consultative d'agglomération, devenu quelques années plus tard conseil de développement.

À chaque séance il fut effectivement *sérieux comme un pape*, assumant le rôle de l'universitaire presque austère ; il était difficile à photographier, prenant des notes en permanence, penché sur ses cahiers. Mais après la séance, le verre à la main, il n'était pas avare de formules, voire de vacheries pures et simples, souvent sur les élus (sauf évidemment ceux qui avaient été ses anciens étudiants). *Le déconneur*.

Dans les rencontres nationales des Conseils de développement, il était la référence intellectuelle, l'expert reconnu des territoires, l'intervenant sérieux. *Comme un pape*. Après les travaux, le déconneur resurgissait, n'hésitant pas comme à Dunkerque en 2004, à participer allègrement aux animations proposées par les carnavaliers, suscitant la surprise de ceux qui venaient de l'entendre évoquer les hiérarchies territoriales. *Dites-moi, c'est bien le Professeur Renard là ?*

L'homme était attachant, parfois piquant. J'ai un jour pris une méchante leçon d'histoire, ayant avoué ma piètre connaissance de Joseph Bara. *On voit bien que vous avez fréquenté les écoles privées, vous !*

Je n'ai jamais été son étudiant et j'ai toujours été surpris de sa capacité à se souvenir de ceux qui l'ont été. Il les reconnaissait souvent, surtout les étudiantes...☺, à Nantes ou ailleurs en éprouvant la fierté du maître qui a transmis. Qualité enseignante pas si courante...

Il fut un pilier du Conseil de développement. Actif, souvent critique. Méchamment critique parfois. Défenseur de l'Université en toutes circonstances, il a constamment entretenu le lien avec le Conseil de développement. La relation avec l'IGARUN (l'Igaroune comme disent certains membres du Conseil) dure toujours... Des étudiants retraceront un jour le parcours de ce géographe citoyen.

Les dernières années de Jean Renard ont été difficiles, douloureuses, injustes. Il s'est arrêté en chemin et c'est simplement triste.



Cérémonie de vœux
de Jean Joseph
Régent, président
du conseil de
développement, 28
janvier 2009

Crédit photo : ©conseil
developpementNM



**Bureau du Conseil de
développement,
23 janvier 2019**

*Crédit photo : ©conseil
developpementNM*



**Rencontres des Conseils de
développement à Dunkerque,
10 octobre 2004**

*Crédit photo :
©conseildeveloppementNM*

« Nantes, la métropole rayonnante : autant avec Angers qu'avec Rennes »

Contribution de Jean Renard

Nouveau projet de territoire, 15 septembre 2010

nantes-citoyennete.com, Conseil de développement Nantes métropole

Depuis quelques mois les réflexions, rencontres, débats et séminaires se focalisent à Nantes sur l'état des relations entre Nantes et Rennes. Les grands élus parlent du rapprochement. Les techniciens sont invités à démontrer l'amélioration des rapports, longtemps confidentiels ou conflictuels, entre les deux villes. On fait état de la prochaine coalescence entre les deux aires urbaines, preuve dit-on que ces deux métropoles sont appelées à collaborer. On invoque même le fait que la composition socio-économique des deux agglomérations est de plus en plus identique, contrairement à jadis où l'on opposait volontiers la ville administrative à la ville du commerce, afin de justifier la force des coopérations. Ce qui semble étrange. On aurait pu penser au contraire que la complémentarité était le fruit de deux entités différentes dans leur composition sociale.

En revanche, on néglige l'existence et la présence proche d'Angers, et élus et techniciens semblent se désintéresser des relations entre ces deux villes ligériennes.

C'est un peu contre ces idées convenues et ces fiançailles annoncées entre les deux villes, Nantes et Rennes, qui jusqu'alors s'observaient avec méfiance et concurrence que je souhaite intervenir. Non pas que je sois rétif à un rapprochement, sans doute nécessaire et utile, entre ces deux villes en terme de stratégie vis-à-vis des autres agglomérations françaises et européennes, mais il me semble que l'on oublie deux choses :

- D'une part, il existe une hiérarchie urbaine, qu'on le veuille ou non. Nantes et Rennes ne jouent pas, pour

faire image, dans la même division. À mon avis, il n'y a qu'une seule métropole dans l'Ouest, c'est Nantes. Ce qui est d'ailleurs reconnu dans le projet de découpage des territoires porté par l'actuel gouvernement ; projet au demeurant dont on ne voit guère la concrétisation. Seule l'agglomération nantaise dépasse le seuil retenu pour définir ces métropoles, au nombre de 7 ou 8 en France. Rennes est en deçà. Il suffit de voir les contorsions des élus de l'agglomération rennaise pour se faire reconnaître, à tout le moins comme « pôle urbain », en jouant sur le nombre d'étudiants venant compléter ce qui manque à Rennes comme population, ou encore les négociations avec les collectivités voisines pour qu'elles entrent dans un grand Rennes à dimension métropolitaine.

D'autres cas de figure de rapports identiques entre deux villes se retrouvent ailleurs en France. C'est Montpellier et Nîmes. Tout un chacun reconnaît la prééminence de la première. C'est aussi Lyon et Saint-Étienne, ou encore Dijon et Besançon, Strasbourg et Mulhouse, Marseille et Toulon, Rouen et Le Havre, Tours et Orléans. Pourquoi en irait-il différemment entre Nantes et Rennes ? Rappelons nous la fable de la Fontaine de la grenouille et du bœuf.

Seul le cas de Nancy et Metz pose problème aux observateurs attentifs. Ces deux villes ont longtemps été de féroces concurrentes et une frontière les a séparées un temps. La fusion programmée des universités des deux villes est un grand événement. Peut-être faudrait-il

envisager pour Nantes et Rennes l'utopie d'un schéma commun d'aménagement, avec un seul SCOT, une seule université, une seule gouvernance ?

- D'autre part, la stratégie nantaise ne saurait se désintéresser de ce qui est, depuis des siècles, son axe premier de développement, c'est-à-dire la Loire. Certes depuis deux ou trois décennies, on observe un étalement urbain nord-sud de l'aire urbaine, surtout d'ordre résidentiel, mais la ville rubanée qui va du Croisic à Angers, via Saint-Nazaire, Savenay, Nantes et Ancenis, est une réalité qui n'a pas disparu, en particulier pour tout ce qui est système productif.

C'est en ce sens que j'ai intitulé mon dernier ouvrage "Nantes à la croisée des chemins". Elle l'est dans la mesure où la ville est à un tournant de son destin. Ses élus et élites sociales ont plusieurs scénarios possibles. Il leur faut faire un choix. C'est un peu ce que le dossier conduit à l'institut Kervégan, paru récemment, examine en proposant plusieurs choix possibles. Mais elle est aussi à la croisée des chemins du fait de sa position géographique. Elle ne saurait regarder uniquement vers la Bretagne administrative et vers Rennes. Il faut prendre en compte la proximité d'Angers et de la vallée de la Loire ainsi que du système productif vendéen et choletais, et enfin du littoral qui est une autre composante fondamentale. Jouer la seule coopération avec Rennes, privilégier les relations avec cette dernière, c'est mutiler le rôle de Nantes en tant que métropole de l'Ouest. Ce, en partant d'un postulat que personnellement je récus, c'est qu'il y aurait deux métropoles dans l'Ouest. Que Rennes soit une grande ville dans l'Ouest, oui, qu'elle soit métropole, non. N'est pas métropole qui veut, l'est qui peut.

À l'évidence, Nantes a changé de nature depuis la dernière guerre. Elle n'est plus seulement un port tourné vers l'extérieur et indifférente à son arrière-pays. Elle s'affirme comme métropole au service de l'Ouest entendu au sens large, sur au

moins trois régions. C'est là la seule justification d'un aéroport international, même si l'on peut rester dubitatif sur son avenir compte tenu de nombreux paramètres. En particulier la volonté exprimée par les rennais (CCI, élus) de conserver contre vents et marées l'aéroport de Rennes Saint-Jacques, et le « décollage » de l'aéroport d'Angers-Marcé avec l'annonce de l'ouverture de trois lignes à l'international !

Les grandes sociétés ont bien reconnu ce rôle de métropole par l'implantation de leurs bureaux et succursales interrégionales à Nantes. La dynamique universitaire joue aussi en faveur de cette reconnaissance, en dépit des retards accumulés du fait de l'absence d'université entre l'Empire et 1962. Il y a un effet de rattrapage des effectifs d'étudiants avec Rennes depuis plus de deux décennies. Enfin, la réalité de la métropole repose sur l'imbrication de l'agglomération nantaise, du pôle industriel nazairien et du littoral touristique et de retraite dont la Baule et Pornic sont les fleurons. C'est cette dimension d'une métropole multipolaire qui donne à Nantes sa prééminence sur l'ensemble de l'Ouest et reconnaissance à l'échelle européenne. Le SCOT commun Nantes-Saint-Nazaire, qui devrait être élargi au littoral et au pays de Retz, mais plus encore la DTA de l'État, en sont les preuves tangibles. Et dans cette configuration, Rennes et Angers sont, dans la hiérarchie urbaine de l'Ouest les deux villes principales et les relais de la métropole. Pas plus, pas moins. Il faut relire l'excellent travail de recherche commandité par la DATAR de Félix Damette et son ouvrage écrit avec Jacques Schiebling pour en être convaincu.

Aussi conduire des recherches sur les relations entre Nantes et Angers, au même titre que sur les rapports entretenus entre Rennes et Nantes, inviter les élus des deux agglomérations à se rencontrer, envisager des programmes de coopération, demander aux équipes d'aménageurs, de techniciens et d'universitaires de conduire des études en commun, sont autant de propositions que le conseil de développement de la communauté urbaine nantaise se doit de soutenir.

Un premier état des lieux très incomplet peut être dressé.

Au plan des relations physiques, rappelons que l'A11 relie les deux villes, les mettant à moins d'une heure, tandis que l'ex RN23 demeure une alternative pour les relations locales, alors que la quatre voies Rennes- Nantes, certes gratuite, est le seul axe possible de liaison. Le nombre de relations journalières par voie ferrée est sans commune mesure avec les relations Nantes-Rennes (plus de 30 par jour contre 6 !). Entre Angers et le Croisic, on pourrait presque parler d'un "métrocéane".

En outre, Angers dispose d'un aéroport largement sous-exploité, c'est le moins qu'on puisse dire, bel exemple d'investissement !!! Celui de Nantes est-il et sera t-il fréquenté par les angevins ? (Il faudrait savoir le nombre de passagers originaires de l'aire urbaine d'Angers dans le trafic de Nantes atlantique et comparer avec ceux originaires de Rennes, bel exemple d'étude pour les agences d'urbanisme). Les liens immatériels entre les deux villes, calculés autrefois par l'intensité des flux téléphoniques, sont anciens et élevés, il suffit de lire la thèse de C. Cabanne (1980). Qu'en est-il aujourd'hui à l'ère d'internet ?

Les mobilités des populations montrent aussi l'accroissement des relations, tant à l'échelle quotidienne que résidentielle entre Nantes et Angers. Rappelons les migrations domicile/travail entre les deux aires urbaines, 1672 en 1999, contre 1350 entre Rennes et Nantes (source Audiar). Ces migrations alternantes de travail sont également élevées avec La Roche-sur-Yon (1140), Cholet (862) et plus encore Saint-Nazaire (5322). Preuve des liens multipolaires de Nantes tant sur l'axe ligérien que vers le sud.

Les migrations d'actifs entre les aires urbaines de l'Ouest entre 1990 et 1999 montrent aussi que l'intensité migratoire est plus forte entre Angers et Nantes qu'avec Rennes par rapport aux populations des aires urbaines. Ainsi 3 665 angevins ont migré vers Nantes, contre 4 035 rennais, et 2 716 nantais vers Angers entre ces deux dates. Les relations sont

encore plus visibles, il est vrai avec la Roche-sur-Yon dont 1 458 actifs ont migré sur Nantes, tandis que 1 432 nantais ont migré vers la Roche-sur-Yon, ce qui peut surprendre. Les flux migratoires d'étudiants sont encore en faveur de Nantes pour Saint-Nazaire (1 811) et la Roche-sur-Yon (948). En revanche les échanges sont faibles entre Rennes et Nantes avec 648 nantais vers Rennes et très peu de rennais vers Nantes.

Si pour Rennes l'axe structurant est Saint-Malo-Nantes, pour Nantes l'axe demeure ligérien (Angers-Saint Nazaire) avec un axe mineur vers le choletais et la Vendée. Il y a encore entre Châteaubriant et Redon une frontière invisible qui sépare les flux majeurs.

C'est pourquoi il aurait été si important de choisir un tracé de la ligne à grande vitesse entre Le Mans et Châteaubriant, et ainsi de permettre de relier Nantes et Rennes par une voie nouvelle. Projet défendu par un collectif d'usagers mais qui n'a pas été retenu par les élus des deux régions ! Aveuglement que l'on peut regretter, mais y a-t-il eu lors du choix du tracé de la LGV un véritable débat relevant d'un aménagement bien compris des territoires de l'ensemble de l'Ouest ou un simple deal et lobbying. À toi l'aéroport, à moi la LGV...

Au plan des relations universitaires, à la rentrée 2010, les deux universités ont mis en place un PRES (Pôles de recherche et d'Enseignement Supérieur) commun, avec le Mans. Il existe désormais une UNAM (ou Université Nantes-Angers-Le Mans) associant également le CHU de Nantes-Angers et les grandes écoles des trois villes. La structure gère 9 écoles doctorales qui délivrent 400 doctorats par an. Ceci a des effets concrets sur le renforcement des sites entre eux (Ouest-France du 10-09-2010). Les laboratoires de médecine, de sciences sociales et d'agronomie coopèrent sous la forme d'unités associées au CNRS communes. Il n'y a plus qu'un seul centre INRA commun. Il y a des complémentarités plus évidentes qu'avec Rennes. Il suffit de songer au pôle végétal d'un côté (Angers) et au pôle maritime de l'autre (Nantes). Désormais, le réseau universitaire de recherche en Pays de la

Loire existe et fonctionne avec de multiples projets communs. En sciences sociales, on peut citer les thèmes autour des espaces sensibles, de l'eau, des territoires périurbains, dans le cadre du contrat de plan Etat Région. Les laboratoires ne sont donc pas en concurrence. Il ne suffit pas en effet de décréter des coopérations en recherche, il faut les faire vivre, je parle d'expérience, ayant siégé dans nombre de lieux décisionnels.

Dans les milieux culturels, tout aussi délicats quant aux égos à respecter que dans le monde universitaire, les relations existent avec l'opéra et l'orchestre. Les deux châteaux et les musées peuvent aussi nouer d'étroites relations et échanges d'expositions. L'école des beaux-arts d'Angers fusionne avec Tours et Le Mans, ce qui lui accorde une dimension supplémentaire. Un bon article de J.P. Wolff, de 2004, sur les réseaux de villes et les réseaux culturels dans l'Ouest, confirme l'existence sur le papier d'un réseau des grandes villes de l'Ouest au plan culturel depuis 1996. L'orchestre national des pays de la Loire (ONPL) résulte de la fusion des orchestres de Nantes et d'Angers. De même est né un Angers-Nantes opéra.

En ce domaine culturel, touristique et patrimonial, l'extension du site UNESCO au Patrimoine mondial jusqu'à l'estuaire est un enjeu considérable. Il y a autour de la marine de Loire, des trafics de jadis et naguère, de la préservation des zones humides, des relations économiques par le fleuve à renouveler compte tenu des problèmes énergétiques, des possibilités de coopération. Le conservatoire des rives de la Loire et de ses affluents du conseil régional et la Mission Val de Loire doivent être les outils et le lien entre les villes et les ports le long du fleuve. Si le château de Nantes est celui des ducs de Bretagne, il est aussi le dernier château de la Loire, granit et tuffeau en témoignent. Il lui faut jouer sur cette double identité au plan touristique.

On pourrait également citer le projet dit PALDU (Prospectives agricoles locales et dynamiques urbaine) entre les chambres d'agriculture, les chercheurs en sciences sociales des universités et de l'école supérieure d'agriculture d'Angers, et

les agriculteurs, afin d'examiner et de comparer les politiques agricoles des espaces périurbains autour des trois villes de Nantes, Angers et le Mans, comme exemple de collaboration concrète entre acteurs. Les cultures maraîchères et les vignobles, présents tout au long de la Loire sont également à l'origine des coopérations entre Nantes et Angers. Inutile d'y insister, mais négociants, transporteurs, marchés d'intérêt nationaux, producteurs et semenciers, chercheurs, ont des liens réguliers et nombreux. Le val nantais est la partie aval du jardin de la France.

Au total, et dans l'attente de travaux complémentaires, l'organisation multipolaire du système urbain de l'Ouest et la loi de hiérarchie urbaine invitent à privilégier des relations croisées entre les différentes villes, mais il ne faut pas être victime de représentations et de schémas préétablis. Ainsi, pour Nantes, il est tout aussi important de coopérer avec Angers, Cholet ou la Vendée qu'avec Rennes, et tous comptes faits, Nantes a plus de rapports et relations avec Tours ou la Rochelle, qu'avec Brest, située tout au bout de la Bretagne !

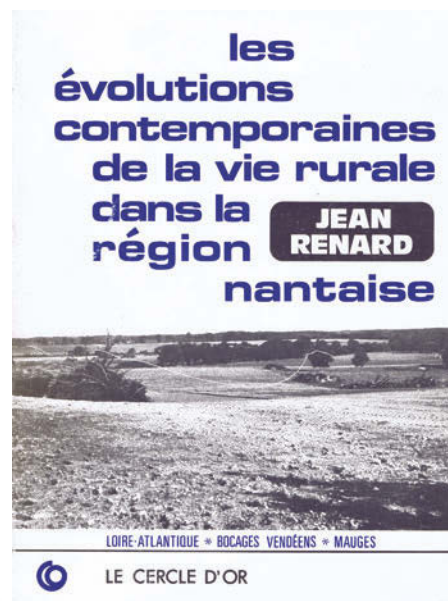
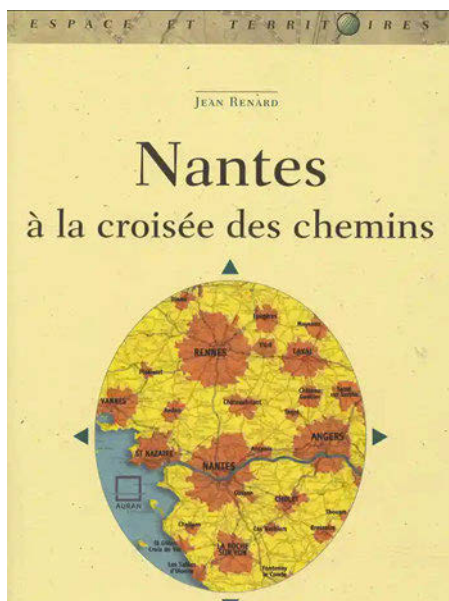
On ne saurait affirmer d'entrée de jeu et sur le papier que les collaborations nantaises doivent s'établir avec telle ou telle ville. Il lui faut jouer sur la totalité du réseau que sa position géographique lui impose. À cet égard, Rennes n'est pas Nantes, il n'y a pas à en douter. Le rayonnement des deux villes ne s'exerce pas sur le même espace et à la même échelle. C'est à cette condition que Nantes jouera pleinement son rôle de métropole incontestée de l'Ouest. Aux autres villes de l'Ouest de lui reconnaître et d'accepter cette hiérarchie de fait.

On nous demande aujourd'hui de réfléchir à un projet de territoire en tant que Conseil de développement. Cela ne peut se faire qu'avec l'ensemble des espaces qui nous entourent. Donc, non seulement avec Rennes mais aussi vers l'amont de la Loire et Angers avec lequel nous avons beaucoup de liens, sans négliger le sud et la Vendée, et sans oublier, contrairement à beaucoup, la quatrième dimension qu'est l'océan et ses rivages. Certains entendent relier Nantes à l'Europe par un

nouvel aéroport, soit. Mais les véritables liaisons de Nantes à l'Europe ont été et se font encore aujourd'hui par la mer, c'est par excellence l'espace des transports des marchandises.

À l'ère de la mondialisation, il faut retrouver le souffle de l'Histoire pour bâtir l'avenir, celui du temps de la Hanse et des colonies hollandaises, irlandaises et espagnoles qui faisaient de Nantes une ville internationale et une métropole maritime, reconnue à l'échelle de l'Europe.

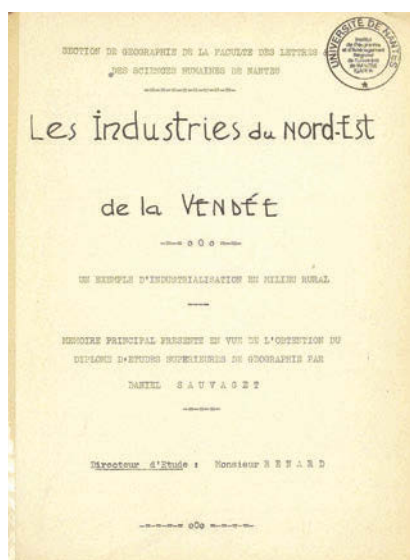
RENARD J., 2008. *Nantes à la croisée des chemins*, Presses Universitaires de Rennes, Espace et Territoires, 224 p.



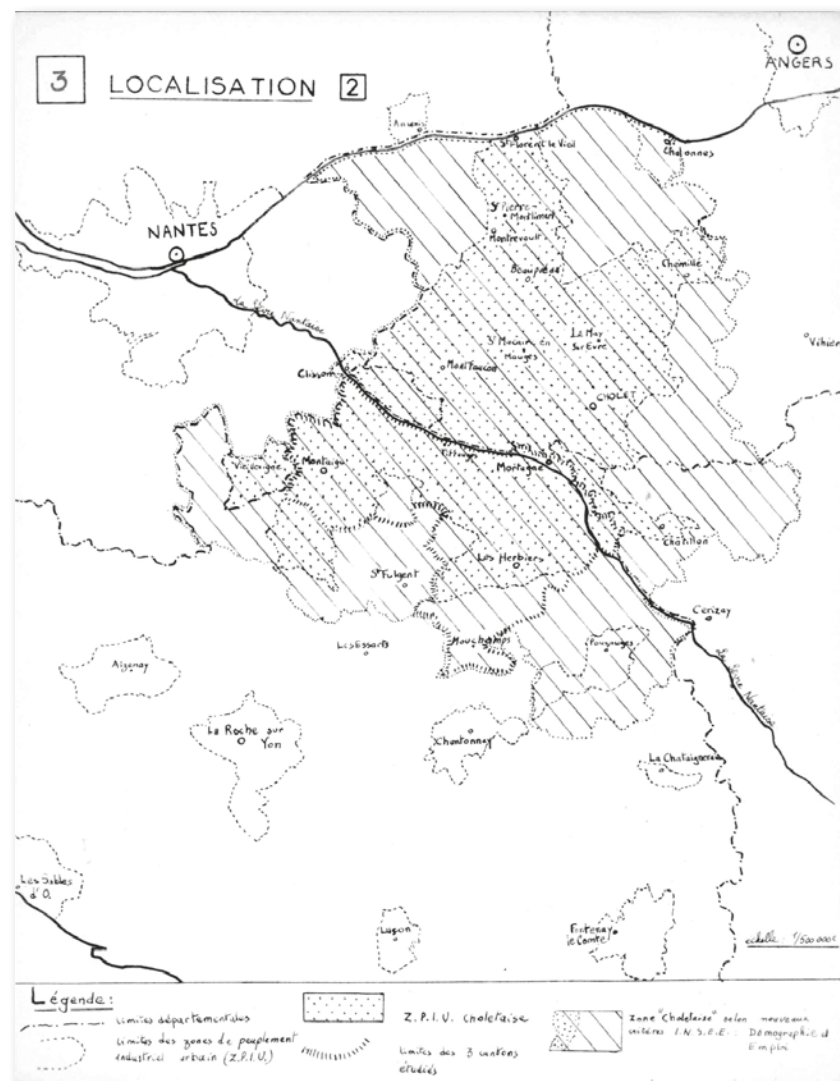
RENARD J., 1976. *Les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise*, thèse de doctorat d'État, Les Sables d'Olonne, Éditions Le Cercle d'Or, 432 p.

Carte extraite du mémoire de D.E.S de Daniel Sauvaget (1966) qui localise les zones industrielles du Nord-Est de la Vendée

Source : mémoire avec le n°3 du fond des mémoires de la géothèque de l'IGARUN !!



SAUVAGET D., 1966.
Les industries du Nord-Est de la Vendée - Un exemple d'industrialisation en milieu rural,
 Mémoire de D.E.S.



Témoignage de Daniel Sauvaget, ancien étudiant de Jean Renard dès 1965

M. Renard vient de mourir et j'en suis profondément affecté.

Bien que j'ai achevé mes études à l'Institut de géographie de Nantes il y a plus de cinquante ans, j'ai eu le privilège de maintenir des relations avec lui au fil des décennies. Et de lui rendre visite à son domicile, à Talmont puis à Nantes, et de correspondre avec lui jusqu'à ces derniers mois avec le concours des messageries du Net.

J'ai suivi son enseignement au cours des années 1960, dès qu'il a pris ses fonctions dans la toute nouvelle Faculté nantaise. J'ai donc été un de ses premiers étudiants. Nous n'étions guère nombreux à l'époque, l'Université ne comptait que 4 000 à 4 500 étudiants au total, je crois. Je fais partie de ceux qui ont connus seulement quatre enseignants en géographie (et quatre ou cinq en histoire). Les géographes étaient Mme Mesnard et M.M. Gras, Renard et Vigarié qui se sont répartis toutes les matières du programme avec des moyens matériels insuffisants, probablement - la bibliothèque était très peu fournie, par exemple, et les cours avaient lieu dans des baraquements provisoires édifiés autour du « château » du domaine du Tertre.

Jean Renard était le plus jeune de ces enseignants, le plus proche de nous certainement. Je sais que les étudiants l'appréciaient tout spécialement. Pour être plus précis dans l'énoncé de ma relation avec lui, je peux revendiquer avoir été le premier étudiant dont il a dirigé les travaux de D.E.S., en 1965-66. En effet, bien qu'il n'ait pas encore achevé sa thèse, il s'était vu déléguer cette tâche par le professeur Gras, car je traitais des industries de la Vendée, territoire privilégié des études qu'il menait pour sa thèse. Je reste reconnaissant à M. Gras d'avoir ainsi passé le témoin, et encore plus reconnaissant à M. Renard de s'être impliqué dans mon travail, d'avoir soutenu

mes recherches alors que j'étais surveillant d'externat dans un lycée nantais. C'est ma petite fierté d'avoir été guidé dans la méthode de travail et dans la recherche d'interlocuteurs.

Après six mois d'un lent travail, j'ai rencontré grâce à lui un bureau d'études privé dont les consultants, des économistes, venaient d'être chargés d'étudier les mêmes activités. Mon thème, les industries en milieu rural, devenait un enjeu. Et c'est ainsi que j'ai pu bénéficier d'une introduction auprès des chefs d'entreprise : les portes s'ouvraient pour moi, alors qu'un simple étudiant comme moi avait peu de chances d'être reçu. Mon enquête fut validée et utilisée par cette société de conseil, le CERAC (Centre d'études pour le ruralisme et l'aménagement des campagnes). Jean Renard, qui ne manquait pas d'humour, glosait avec moi sur le terme « ruralisme » et la pensée du maître à penser de l'entreprise, Gaston Bardet, conseiller technique sur l'étude - par ailleurs auteur d'un *Que sais-je ?* sur l'urbanisme qui fut retiré de la circulation peu après ... Ce fut mon premier contact avec cette branche professionnelle, avec les sociétés privées menant des études économiques, d'urbanisme, d'aménagement du territoire - secteur dans lequel j'ai longtemps travaillé.

C'est d'ailleurs, encore une fois, l'intervention de Jean Renard qui m'a mis le pied à l'étrier l'année suivante, lorsque je lui ai annoncé que j'abandonnais la préparation de l'agrégation, me rabattant peut-être vers autre chose, dans l'enseignement ou pas. Il me fournit une indication précieuse : un petit bureau d'études se montait à Nantes et envisageait deux recrutements. J'ai posé ma candidature, qui fut retenue. J'ai travaillé au sein du CREDAR (Centre de recherches pour le développement de l'agriculture et l'aménagement rural, appellation nettement plus moderne que celle du CERAC, on en conviendra).

On disait chargé d'études - aujourd'hui ce serait consultant. J'ai ensuite travaillé pour d'autres sociétés dont l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région parisienne et une antenne extérieure du Centre du cinéma. J'ai toujours tenu au courant Jean Renard de mes travaux, qui s'intéressait aux études sur le péri-urbain, mais aussi, ce qui l'amusait beaucoup, sur la desserte du territoire en salles de cinéma. J'avais abandonné l'idée d'enseigner - pourtant, en plus de mon emploi aux côtés des institutions culturelles, j'ai assuré pendant quinze à Paris III des cours d'économie de l'audiovisuel - ce qu'il a commenté en souriant: « Bravo, la géographie mène à tout ! » mais bien entendu sans ajouter « à condition d'en sortir ».

Si j'ai été un des premiers étudiants nantais à entreprendre un D.E.S. de géographie, sensiblement en même temps que Danièle Rapetti et mon collègue sportif Morinière, je fais aussi partie de la première génération de géographes nantais ayant œuvré hors de l'enseignement, avec les Ridet, Vighetti et d'autres que j'ai moins connus, diplômés un an ou deux après moi. Nous avons tous été encouragés par M. Renard, ainsi que par M. André Vigarié, qui lui aussi s'impliquait dans ce qu'on commençait à nommer, la géographie active. les débouchés dans le privé, hors de l'enseignement, qui sont aujourd'hui assez répandus étaient nouveaux sauf pour les géographes parisiens : j'ai rencontré assez vite des géographes employés dans des structures professionnelles, des bureaux d'études, dans la presse même, et dans l'aménagement (urbain, rural, touristique ...).

Ma relation avec Jean Renard s'est maintenue malgré une brève interruption. Lors de la grande enquête CREDAR sur les conséquences du développement du tourisme sur la côte vendéenne, je lui rendais régulièrement visite à Talmont. Associé à l'étude, il a réalisé un brillant chapitre sur les mutations foncières du secteur - un thème en rapport avec sa thèse qui apportait un plus scientifique à notre rapport. Établi ensuite en région parisienne, devenu chargé d'études à l'IAURP/

IAURIF, j'ai assisté en 1975 à sa soutenance de thèse, séance au cours de laquelle j'ai eu le plaisir de retrouver mes anciens professeurs nantais.

Dans la période récente, j'ai eu avec lui bien des conversations, sur les industries vendéennes, sur le cinéma, sur les voyages éminemment géographiques que nous avons faits à des dates différentes notamment dans les mêmes pays singuliers, et sur ses travaux, car je possède plusieurs de ses livres, dont sa thèse *Les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise*, ses travaux sur Nantes, l'ouvrage composé avec Nicole Croix sur Mouchamps, une commune vendéenne qu'il a observée pendant des années. Et au cours des quinze dernières années des débats tels que les causes et conséquences des dégâts de la tempête Xynthia, l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, l'hôpital de Nantes, problèmes qu'il évoquait en toute indépendance, avec une rigueur parfois mêlée d'humour, et avec un sens aigu du paradoxe fondé sur sa propre expérience. Je peux témoigner qu'il avait non seulement une culture très étendue, une conscience citoyenne, et aussi beaucoup d'humour. Ces dernières années, nous avons plaisanté ensemble sur l'étendue des domaines couverts par la géographie et les nombreuses espèces de géographes, du géographe en blouse blanche au géographe de salon en passant par le géographe conseiller politique et le géographe aménageur... Un exercice pratiqué avec malice, mais vite abandonné alors qu'on pouvait rêver d'une modeste chronique sur le modèle des Caractères de la Bruyère...

Christian Guérin

Chargé de Mission auprès du Préfet de Région
(secteur Agriculture, Pêche, Fonds européens)« Jean Renard : un homme de réseau au service
de la géographie appliquée »Première parution : Géographes nantais, d'hier à demain - Hommage au Professeur
Jean RENARD, *Cahiers Nantais*, n° 50, 1998

À travers cette modeste contribution, je voudrais rendre hommage non seulement au professeur d'université qui m'accompagna tout au long de mes études de géographie mais plus particulièrement à un acteur engagé en faveur d'une géographie de terrain.

Jean Renard a, me semble-t-il, excellé dans la confrontation permanente entre la théorie et la pratique. Ce souci de vérification et d'ajustement de la pensée géographique a conduit J. Renard à développer un vaste réseau relationnel où sa qualité d'expert était appréciée en échange de quoi d'autres informations devenaient accessibles, enrichissant ainsi le discours et corrigeant la réflexion académique. Cette préoccupation constante de confronter la géographie à l'expertise contradictoire des acteurs de la ruralité manifestait une volonté de coller à la réalité complexe du quotidien et cette approche des problèmes d'aménagement du territoire a contribué largement à l'insertion de nombreux géographes dans des entreprises et dans les institutions publiques ayant en charge ces questions.

Notre éminent confrère est assurément plus qu'un professeur émérite spécialiste des bocages de l'Ouest, il est à lui tout seul une caution méthodologique et une antenne de l'ANPE !

Je me souviens encore de cet automne 1972 où J. Renard me proposa de rencontrer le Directeur Départemental de l'Agriculture de la Vendée qui recherchait un géographe

pour piloter le schéma départemental d'aménagement rural et remplacer un collègue, lui aussi géographe, en partance pour le service militaire. En 48 heures, il a fallu choisir... Avec le recul du temps, j'ai l'intime conviction que ce virage à quatre-vingt-dix degrés, qui me conduisit à abandonner la préparation aux concours de l'enseignement, n'a, bien sûr, été possible, que parce qu'il existait entre le DDA de l'époque et notre géographe-chercheur, une connivence et un respect mutuel. Ce capital confiance accordé à ce jeune docteur d'État, très actif dans les milieux socioprofessionnels et bien introduit auprès de nombreux services administratifs, a été un vecteur décisif pour introduire ici ou là des géographes et, au-delà, peser sur les méthodes d'investigation, ouvrir le champ des interrogations, infléchir les certitudes, combattre les arrogances et en définitive peser sur les décisions.

Tout au long de sa carrière, Jean Renard a ainsi tissé une véritable toile relationnelle, avec tous les acteurs du développement et de l'aménagement rural. Que le personnage soit apprécié pour son analyse et son diagnostic, ou redouté pour ses propos dérangeants, il ne laissait pas indifférent ses interlocuteurs. Son indépendance d'esprit et son absence de dogmatisme le rendaient inclassable sur le plan politique et a contribué, me semble-t-il, à faire prévaloir notre savoir-faire de géographe sur toute autre considération. Car, à travers cette capacité à introduire des géographes dans les rouages de l'aménagement, c'est quelque part reconnaître

sinon la pertinence d'une école de pensée, cela serait sans doute excessif, mais à tout le moins, la qualité d'une méthode de raisonnement et une aptitude à détecter les combinaisons essentielles qui font évoluer aussi bien l'état de la planète qu'une modeste commune.

Et ce n'est certainement pas le hasard si dans les années soixante-dix nous avons été un grand nombre à nous confronter, dans les services déconcentrés de l'Agriculture et de l'Équipement, à la mise en place des outils de planification issus de la loi d'orientation foncière de 1967. La quasi-totalité des DDA avait à l'époque un atelier d'études d'aménagement rural, avec en son sein, au moins un géographe. Ce fut une période riche en procédures nouvelles et nous avons tous, à des degrés divers, apporté notre contribution à l'élaboration de grands schémas (littoral, SDAU, tourisme, plan nautique, plan d'aménagement rural...), à celle des POS, mais aussi à des politiques très spécifiques comme celle sur les périmètres sensibles. Si la décentralisation de 1982 a modifié les missions et les attributions entre les collectivités et l'État, les géographes n'ont pas, en tant que tels, été plus pénalisés que d'autres spécialistes, les problèmes ou les besoins n'ayant pas pour autant disparu. Les géographes professionnels se sont adaptés et ont parfois saisi les opportunités offertes par cette nouvelle donne géo-institutionnelle.

Les collectivités ont pris le relais de politiques contractuelles initiées à l'origine par l'État. Parallèlement les approches horizontales caractérisées par le souci de la globalité se sont, peu à peu, imposées dans de nombreuses procédures touchant au développement local, à l'animation touristique, à la rénovation du commerce et de l'artisanat, à la mise en œuvre de politiques en faveur de l'habitat, soit autant de domaines où des géographes professionnels pouvaient mettre en pratique leur compétence.

Ce n'est toujours pas le fruit du hasard si, aujourd'hui, des confrères coordonnent dans des collectivités ou leur groupement, dans des compagnies consulaires, voire dans les services

de l'État, l'une ou l'autre de ces politiques. Cette présence active des géographes traduit à l'évidence, et quel que soit le niveau de responsabilité, une reconnaissance certaine de notre capacité à gérer les multiples relations, économiques, sociales, environnementales s'inscrivant dans une dimension spatiale, terrestre ou maritime.

Les enjeux du développement durable au sein de la concurrence mondiale, la gestion et la protection des eaux, les politiques zonées urbaines ou rurales, les initiatives impulsées par l'Europe en matière de rééquilibrage des territoires, constituent les nouveaux domaines dans lesquels les géographes ont vocation à s'exprimer et à agir.

Pour autant, il ne faudrait pas s'illusionner, les géographes qui exercent en dehors de la sphère enseignante ne sont pas si nombreux que cela. Les métiers du développement local ne sont pas réservés qu'aux seuls géographes et la conservation de leur spécificité, dans des structures publiques qui fonctionnent pour l'essentiel avec des fonctionnaires relevant de différents corps, n'est pas toujours facile à gérer mais ne doit pas non plus devenir une obsession.

Dans ces couloirs de l'aménagement dominés par quelques grands corps de fonctionnaires de l'État, véritables bulldozers de la pensée, l'un des mérites de Jean Renard est d'avoir su nous préparer avec ses collègues enseignants, Mme Mesnard, MM. Gras, Vigarié, Bousquet et Palierne, à résister à ces autoroutes de la certitude. À vrai dire pour un jeune géographe tout juste sorti du grand cirque soixante-huitard, le challenge intellectuel s'apparentait à une course d'obstacles. C'est ainsi qu'il a fallu très vite démontrer que nous étions en mesure, grâce à des enquêtes de toutes sortes, à la finesse de nos analyses, à notre capacité à animer et coordonner des groupes de réflexion, à bousculer quelques idées reçues, à faire parler l'information grâce au traitement cartographique des données, d'exécuter, en définitif, des missions nouvelles où la valorisation des interrelations mettait en exergue l'art de la

synthèse. Tous les géographes engagés dans l'administration ont connu ces temps héroïques, où pour s'imposer, notre savoir-faire a été soumis à rude épreuve.

Si cette période ne s'est pas véritablement déroulée comme "un long fleuve tranquille", elle a néanmoins permis aux géographes d'exister et, le plus souvent, de se faire apprécier. Au-delà de cet aspect existentialiste notre présence, aux côtés de collègues issus de formations techniques ou administratives très différentes de la nôtre, a contribué à un enrichissement culturel et méthodologique réciproque tout à fait bénéfique, de nature à briser certaines incompréhensions.

Ne cherchez plus les géographes, ils sont là et travaillent, sans étiquette sur le front, pour le compte de l'État et de plus en plus pour les collectivités ou d'autres partenaires parapublics, en guettant la réalisation d'une banque de données avec son support cartographique, mettant en avant l'étendue et la diversité de ce réseau.

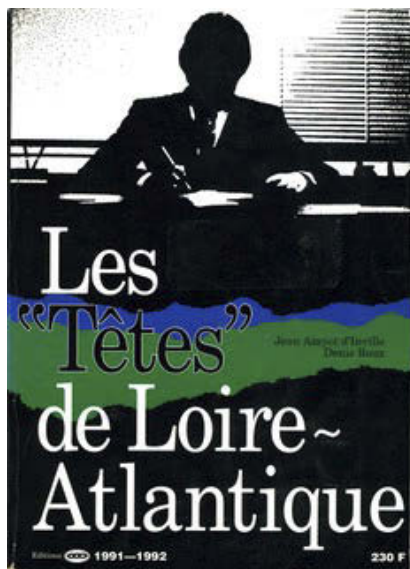
Cette contribution serait assurément une des preuves significatives de l'influence de Jean Renard et de l'école géographique nantaise.

Mon passage pendant cinq ans à la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt m'a cependant conduit à constater que rien n'est jamais totalement acquis et c'est bien ainsi car cela permet d'évoluer et de se remettre en cause. Mais aujourd'hui les géographes nantais sont en concurrence, non seulement avec des ingénieurs agronomes, ce qui en soi n'est pas nouveau, mais avec d'autres géographes en provenance d'autres facultés. Cet essaimage de jeunes collègues à travers toute la France est une bonne chose, est-elle vraiment nouvelle ? peut-être pas mais il y a, me semble-t-il, quand même matière à s'interroger. C'est une lapalissade que de rappeler combien notre positionnement sur le marché du travail accessible aux géographes nécessite une adaptation permanente sinon le risque est grand de voir progressivement les employeurs potentiels se détourner de l'Institut de Géographie et d'Aménagement Régional de l'Université de Nantes.

Je n'ai pas vocation à prédire l'avenir et je ne suis pas habilité à dire ce qu'il faut faire en ce domaine mais en tant que géographe praticien de l'aménagement, j'observe que l'excellence est une obligation qui n'est ni facultative ni optionnelle. Nous sommes des spécialistes de la synthèse et de la compréhension, sinon de la mise en scène, de la globalité des phénomènes et des procédures. Cela ne doit pas nous interdire l'approfondissement de telle ou telle composante de la géographie, ni bien évidemment se priver d'une double formation lorsque cela est possible, mais c'est bien la globalité qui est notre fonds de commerce. Cette notion, peu rassurante pour les étudiants, revêt pour nous de multiples facettes sans cesse à renouveler. L'analyse géographique et surtout le traitement cartographique des géo-données représentent une base essentielle sur laquelle viennent se greffer de multiples applications, l'évaluation, l'impact, l'approche stratégique, la conduite de projet et de programme, l'éternelle planification des hommes et des activités, la gestion des aides publiques et des autorisations administratives. À cette liste non exhaustive, j'associerai volontiers la qualité de l'expression écrite et orale.

Il me semble que Jean Renard et d'autres professeurs partagent cette conception d'une géographie du mouvement qui associent des valeurs sûres à la modernité. C'est avec cette géographie là, que, demain, nous serons encore présents dans les débats et dans la mise en œuvre des pays, des agglomérations, des schémas de services collectifs, des politiques de l'habitat, agricoles et environnementales.

Homme de réseau à n'en pas douter, je puis en témoigner une dernière fois et exprimer ma gratitude à Jean Renard qui m'a proposé, il y a 3 ans, de venir, sous l'autorité de Jean-Pierre Peyon, compléter les équipes d'enseignants intervenant en MST et en DESS.



Jean Renard dans l'édition 1991-1992 des Têtes de Loire-Atlantique
(remplacé quelques années plus tard par les Têtes des Pays de la Loire où Jean Renard figure également en 2002-2003)

Nées dans la région, ou venues d'ailleurs, les « Têtes » jouent un rôle important dans les univers économiques, politiques, artistiques, sportifs, médiatiques, scientifiques, des Pays de la Loire.

Dans chaque numéro, on peut découvrir leur portrait détaillé (photo, état-civil, diplômes, coordonnées, parcours, passions, distinctions, publications).



**Jean
RENARD**

Responsable de la formation doctorale de l'Institut de géographie et d'aménagement régional.

Chemin de la Sensive du Tertre - 44036 Nantes Cédex 01.

Tél. 40.74.74.01.

Fax. 40.93.34.55.

Né le 16 novembre 1936 à Paris. Marié à Marie-Geneviève Magois. Deux enfants : Catherine, Pierre-Yves.

Adresse personnelle : 10, avenue des Acacias - 44000 Nantes.

FORMATION

■ Études primaires à l'école Milton de Paris (9ème) ; secondaires au lycée Henri IV de Paris ; supérieures à la Sorbonne à Paris.

■ Diplômes : agrégation de géographie (1962) ; doctorat ès lettres (1975).

CARRIÈRE

■ Professeur de classes préparatoires au lycée Clemenceau (1963-1964) ; assistant de la Faculté des lettres de Nantes (1965-1969) ; maître-assistant à la Faculté des lettres de Nantes (1970-1978) ; professeur à l'Institut de géographie depuis 1978 ; directeur de l'Institut de géographie (1982-1990) ; vice-président du jury de l'agrégation d'histoire depuis 1989.

■ Responsabilités extra-professionnelles : responsable de l'Unité associée 915 du CNRS : «Espaces géographiques et sociétés localisées dans l'Ouest» ; correspondant du GIP-RECLUS et de la Maison de la Géographie.

■ Ouvrages et éditions : «Les évolutions de la vie rurale dans la région nantaise» (éditions Le Cercle d'Or - 1976) ; «La Vendée, le pays et les hommes» (éditions Le Cercle d'Or - 1978), «La Vendée, des origines à nos jours» (éditions Bordessoules - 1982), «Géographie sociale» (édition Masson - 1984), «Géographie électorale des Pays de la Loire» (édition Fayard - 1987).

■ Distinctions : Officier des Palmes académiques.

PERFORMANCES

Etre le directeur de la revue universitaire «Les Cahiers Nantais» publication semestrielle de l'Institut de géographie de Nantes avec, en particulier, un numéro exceptionnel sur «Nantes et son agglomération» (juin 1990 - 340 p.).

« À propos de la thèse de Michel Carrard :
L'impact de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes sur le devenir des relations entre Nantes et Rennes.
Étude prospective à l'aide de la théorie des jeux »

Première parution : J. RENARD, *Travaux et documents*, ESO, n° 30, Décembre 2010

Les revues de géographie consacrent de moins en moins de place aux comptes-rendus de thèse et c'est regrettable. Trop de ces travaux de première main demeurent ainsi confidentiels. Or la thèse de Michel Carrard offre un grand intérêt, tant pour les géographes que pour les citoyens, en particulier ceux de l'ouest de la France. L'objet de la thèse est d'examiner les conséquences d'un équipement dit structurant dans le jargon des aménageurs, en l'occurrence celui de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (NDDL), à une vingtaine de kilomètres au nord de Nantes, dont les origines remontent à la fin des années 1960. Projet prévu au départ pour servir d'aéroport de délestage pour le concorde et comme aéroport du grand-ouest, et qui, depuis, dormait dans les tiroirs, même si une zone d'aménagement différé (ZaD) avait été délimitée et les terrains acquis par le conseil général de Loire-atlantique. Le projet était concomitant à celui de Mirabel au nord de Montréal. Ce dernier ayant été réalisé, et on sait ce que fut sa destinée!

Pour Michel Carrard, l'objectif n'est pas de porter un jugement et d'argumenter sur l'utilité du projet. Il part du principe que la déclaration d'utilité publique (DuP) du 9 février 2008 a déclaré les travaux nécessaires à la réalisation du projet et de sa desserte routière par des voies nouvelles ou d'un nouveau calibrage des voies existantes.

L'intérêt de la réflexion réside dans le fait que l'auteur teste ce que pourrait être l'impact du projet sur les relations entre Nantes et Rennes à partir d'une théorie, celle des jeux, qu'il applique et qu'il expose avec talent. Il est rare en géographie d'utiliser ce type de méthode qui vise à vérifier une théorie sur une étude de cas, ce qui est commun en science dure.

L'ouvrage est organisé en deux grandes parties et dix chapitres. En un premier temps sont décrites les réalités d'au-

jourd'hui sur le plan des installations et des trafics des aéroports de l'ouest. Il y a neuf aéroports en Bretagne et huit en Pays de la Loire. On a donc un bon état des lieux. En un deuxième temps est utilisée la théorie des jeux face aux interactions suscitées par le projet, tant les stratégies des collectivités locales que les effets de concurrence des différents aéroports sur les territoires. La démonstration est conduite avec rigueur. Elle met en valeur le fait majeur qui n'a pas été tranché lors du débat public entre deux options : NDDL sera-t-il le plus grand aéroport de l'ouest ? Ce qu'il est déjà avec 2,7 millions de passagers. Ou bien sera-t-il l'aéroport du grand ouest ? Selon la réponse les conséquences pour les collectivités locales sont opposées. L'auteur montre bien qu'en l'état actuel les ambitions du projet seront limitées du fait de la question non résolue à ce jour des connexions avec les autres modes de transport dont le coût n'a pas été évalué, ni les relations avec les préconisations du Grenelle de l'environnement.

Chemin faisant est posé le problème de l'avenir de Rennes-Saint-Jacques qui a un trafic d'environ 50 000 passagers. Sa disparition peut-elle être envisagée ? La lecture de la thèse suscite bien des questionnements et réflexions, tant pour les aménageurs et élus que pour les habitants. Elle peut aider à la prise de décision.

On le sait le projet est refusé par les populations qui seraient concernées directement. Des associations de défense ont mobilisé les opposants. Ces derniers ont rallié un certain nombre d'élus. Les élections régionales de mars 2010 ont démontré que les avis étaient partagés. Les tenants du projet parlent d'un simple transfert de l'actuelle plate-forme de Nantes-atlantique située au sud de la Loire, à huit kilomètres de la ville. Ils justifient leur point de vue pour des raisons de sécurité (survol de la ville) et de saturation du site, ce que contestent les opposants qui ont proposé de revenir à l'ancienne piste orientée est ouest.

Ils s'étonnent également de la non-utilisation de la voie ferrée existante qui conduit de la ville à proximité de l'aérogare. L'étude de eSg infra, favorable à l'aménagement de Nantes-atlantique avec agrandissement de l'aérogare et d'une piste réorientée est-ouest (coût évalué à 150 millions d'euros) le rappelle et propose une desserte ferroviaire (sur des voies existantes) par TER ou RER Châteaubriant-Nort-Nantes-Nantes-Atlantique-Pornic. Ce qui permettrait l'intermodalité, Pornic serait à 37 minutes et Châteaubriant à 41 minutes de l'actuel aéroport.

La question de la desserte de NDDL demeure ouverte, y aurait-il une liaison par voie ferrée afin de répondre aux exigences environnementales? Le vice-président du conseil régional sortant (Gillaizeau) a déclaré que « bien entendu cet aéroport devra être relié par un moyen de transport performant à Nantes, les liaisons ferroviaires sont donc un préalable à la réalisation du projet... La réalisation du tram-train est une nécessité absolue », quant au ministre Bussereau (*Ouest-France* du 29-01-2008), il déclarait : « Dès son ouverture l'aéroport de NDDL sera lié à Nantes par une ligne de transports collectifs en site propre, condition impérative pour la qualité environnementale de l'infrastructure », enfin la commission d'enquête qui a rendu un avis favorable sur l'utilité du projet par cinq voix sur sept, le 13 avril 2007, met à l'actif du projet qu'il s'agirait d'un projet fédérateur pour le grand-ouest, et au passif qu'il s'accompagnera d'un lourd tribut pour l'environnement et pour l'agriculture et qu'il s'agit d'un pari sur l'avenir.

Les doutes de bon nombre de citoyens peuvent aussi s'expliquer par les projections faites autrefois des trafics attendus. En 1973 les « experts » avaient envisagé six millions de passagers à Nantes en l'an 2000 pour justifier NDDL. En 2010 nous en sommes à 2,7 millions. Qui peut envisager neuf millions en 2050 ?

La thèse de M. Carrard évoque également le rôle déterminant des politiques des compagnies aériennes dont la concentration est un processus général, ce qui pèsera sur les choix. Quelle sera leur politique vis-à-vis des différents aéroports existants ? y aurait-il un rabattement des offres et donc des clientèles sur NDDL ? Comment s'exerceront les concurrences des grands *hubs*

parisiens et européens ? Les échecs de Mirabel à Montréal et du nouvel aéroport d'Angers, les difficultés de Lyon-Saint-Exupéry sur les trafics transatlantiques, chacun à leur échelle, méritent attention.

Comme le rappelait il y a peu D. Luneau dans le n° 17 de la revue *Place publique*, paru en septembre 2009, l'aéroport projeté à Notre-Dame-des-Landes sera-t-il celui d'une ou de deux villes ? Et la réalisation peut-elle entraîner la fermeture de Rennes Saint Jacques ?

La réforme du statut des aéroports et la libéralisation qui l'accompagne et la justifie vont-elles redistribuer les cartes ? Actuellement il y a des aéroports décentralisés (Rennes) et d'autres qui sont des sociétés aéroportuaires et ces dernières pourront être privatisées.

La question du statut de l'aéroport est donc une question ouverte. Cette attente d'un statut est-elle liée au devenir des plates-formes aéroportuaires voisines ? Dans sa conclusion M. Carrard pose la question sans pouvoir y répondre.

Les grands groupes du type Vinci et Veolia, susceptibles de devenir les concessionnaires, ont à cet égard des stratégies qu'il est difficile d'évaluer pour l'instant, en 2010. Va-t-on vers des concentrations des opérateurs privés comme on a pu le constater pour les compagnies aériennes ? et si oui quelles seront les conséquences sur la répartition des aéroports ?

L'aéroport Nantes-atlantique proposait, fin 2007, avant la crise, 80 destinations, dont 39 destinations régulières directes, dont cinq vers des *hubs* (Madrid, Paris, Lyon, Amsterdam, Casablanca), neuf opérées par des compagnies *low-cost*, (10 % du trafic) ainsi que 69 destinations vacances (28 % du trafic) et onze transporteurs présents sur le site.

Que Nantes dispose d'un aéroport de type international de qualité, personne n'en doute, c'est déjà le cas. Que le meilleur choix pour l'ouest soit dans le transfert de l'actuelle plate-forme sur un nouveau site, des citoyens en doutent. La thèse de M. Carrard alimente le débat et il est bien qu'un travail universitaire de qualité soit un élément supplémentaire de réflexion.

« Le géographe : contemplateur, technocrate ou citoyen ? »

Première parution : J. RENARD, *Cahiers Nantais*, n° 11, 1976, pp. 21-26.

Les rapports entre la recherche fondamentale, par essence soucieuse d'absolu, utopique, désintéressée, et qui refuse compromissions et concessions, et l'aménagement de l'espace tel qu'il est pratiqué, sont très complexes. C'est là une évidence et il serait présomptueux de vouloir traiter en quelques lignes un tel sujet. Il n'est peut-être pas inutile cependant de s'interroger sur ce thème et de poser quelques interrogations.

Le moment nous paraît bien choisi dans notre cas personnel puisque nous venons d'achever une thèse de doctorat d'État sur « Les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise », fruit d'une dizaine d'années d'observations et de réflexions, et que, parallèlement, nous sommes affrontés, à l'occasion de notre enseignement, d'une part aux inquiétudes et questions des étudiants, d'autre part aux interrogations de certains praticiens du monde rural (administrations agricoles, géomètres, conseillers régionaux), enfin au malaise de ceux qui y vivent, plus particulièrement les agriculteurs.

Nous pensons que la réflexion pour être enrichissante doit être menée simultanément à deux échelles. Au niveau des idées générales, c'est s'interroger sur ce que le géographe a à faire face à l'aménagement et aux pouvoirs et quel peut être son rôle et l'enjeu de son discours. Il y a là un débat idéologique de fond que les multiples interrogations contemporaines sur l'épistémologie de la géographie ont récemment mis au premier plan¹. Mais la réflexion peut aussi s'exer-

cer à propos de cas particuliers, ponctuels et concrets. Que sont alors le discours, les arguments et les conclusions du géographe face à un projet précis et localisé ? Par exemple, quelles seront les réactions du géographe face à un projet de lotissement sur des dunes, au contact immédiat de la mer ? Projet conçu pour faire profiter au maximum le promoteur et ses acolytes de l'engouement pour la résidence secondaire « pieds dans l'eau » que la mode et la publicité tapageuse transforment en besoin, alors qu'un tel projet va à l'encontre des intentions affichées par les pouvoirs publics, et qu'il compromet l'équilibre naturel de tout un pan du littoral ainsi que la vie des activités traditionnelles ?

À ces deux niveaux de la réflexion, il faut s'interroger sur l'attitude du géographe. Il peut y avoir, et il y a souvent semblé-t-il, contradiction entre les théories défendues, l'idéologie arborée et la pratique de tous les jours.

À cette ambiguïté qui peut exister en chacun, entre l'aménagement idéalisé et les réalités quotidiennes, s'ajoute une interrogation fondamentale. Le géographe doit-il seulement enregistrer les transformations des milieux et tenter de les expliquer ? Doit-il, au nom de la religion du progrès et des changements nécessaires participer à ces évolutions et les encourager ? Lui faut-il éclairer les responsables, des dangers de certains choix et prendre parti ? En d'autres termes, faut-il se réfugier dans une tour d'ivoire, se contenter, au nom des principes dictés par l'apparente objectivité du regard scientifique, de contempler les choses et de donner des leçons du haut de sa chaire et se laver les mains de ce qui se fait ? Ou faut-il dénoncer les scandales et les injustices qu'engendrent les structures socio-économiques englobantes, tonner contre un système qui aboutit à zébrer le

¹ cf. notamment les ouvrages de J. BEAUJEU- GARNIER, P. CLAVAL, A. MEYNIER, P. GEORGE, les derniers numéros de la revue *Espace Géographique*, l'essai d'A. REYNAUD dans les travaux de l'Institut de Géographie de Reims, n° 18-19, etc.

Jean Renard sur son terrain de prédilection, la Vendée, à Talmont-Saint-Hilaire



Couverture du numéro 50 des Cahiers Nantais paru en juillet 1998 dédié au professeur Jean Renard avant son départ à la retraite l'année suivante

Institut de Géographie et d'Aménagement Régional - Université de Nantes

Géographes nantais, d'hier à demain

Cahiers Nantais
n° 50 - juillet 1998



Hommage au professeur Jean Renard

territoire d'autoroutes, qui facilite les processus rappelant la colonisation sur les littoraux et les montagnes, qui impose une finalité de rentabilité aux exploitants agricoles, qui accentue les déséquilibres régionaux, toutes choses qui conduisent ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas s'adapter à cette implacable logique, à la marginalisation puis à la disparition ? Ou enfin acceptons-nous de nous colleter avec les réalités, de faire valoir nos points de vue sur le terrain, de nous engager concrètement et d'assumer les compromis quelquefois nécessaires afin de sauvegarder ce qui peut l'être ? Or, nous sommes entrés dans nos civilisations industrielles tournées vers la consommation et le profit dans une ère où tout se transforme si vite que les équilibres traditionnels en sont bouleversés.

On supprime en quelques années de savants échafaudages construits péniblement au long d'une histoire faite de multiples avatars et que les géographes de la génération précédente ont magnifié sous le vocable de « l'équilibre entre l'homme et la nature ». Et cette remise en cause fondamentale paraît se faire sans que l'on en mesure toutes les conséquences et les dangers.

Aussi, face à cette avalanche, le chercheur est confronté à de redoutables problèmes, d'autant qu'il ne peut méconnaître les aspects mercantiles de ces réaménagements de l'espace. Il y a là un malaise que beaucoup de chercheurs et d'étudiants éprouvent face à un pseudo-aménagement qui fait fi des hommes en dépit des déclarations des politiciens et des aménageurs professionnels. Ceux-ci sont souvent au service d'intérêts particuliers dont on vante les avantages au nom du « progrès nécessaire et inéluctable ». N'est-ce pas se payer de mots, alors que ce que l'on observe, c'est la recherche de la rentabilité, la croissance anarchique, la multiplication des laissés pour compte, la colonisation par certaines puissances d'argent d'un espace de plus en plus convoité, etc.

Inversement, le géographe, ne doit pas se laisser séduire par l'image erronée d'un âge d'or révolu qui aurait été le temps des équilibres harmonieux tant entre l'homme

et la nature qu'entre les classes sociales. Il ne faut pas s'imaginer qu'hier au temps des technologies douces, de l'agriculture à bras et de l'araire, il y avait un aménagement appliqué en accord avec l'idéalisme utopique. La civilisation paysanne du siècle dernier était encore celle de la misère et de la faim. Vouloir la faire revivre est aussi dangereux que d'accepter les yeux fermés les « bienfaits du progrès ».

Le thème du réaménagement des paysages agraires est à cet égard très révélateur des tensions et des conflits qui constituent la trame quotidienne dans nos campagnes. Lorsqu'un projet extérieur, en l'occurrence le passage d'une autoroute sur le territoire d'une commune, bouscule les habitudes et déséquilibre les rapports de force, il y a comme une révélation au grand jour des clivages et des discontinuités et une accélération des processus. Or, la survie de nombreuses exploitations agricoles passe dans notre système social par les nécessités d'un réaménagement du parcellaire lequel est resté aux dimensions d'une agriculture à bras et est inadapté aux matériels modernes. L'exploitant qui veut vivre des fruits de son travail doit donc le remodeler pour obtenir une productivité suffisante, faute de quoi il sera marginalisé. On peut le regretter, mais cela est.

Dans l'Ouest de la France, plus particulièrement là où les labours occupent beaucoup de place, ce parce qu'il a fallu depuis un siècle produire plus par unité de surface, ces réaménagements se heurtent au délicat problème de la présence de la haie. Le tracteur exige pour son utilisation optimale (toujours par référence à notre type d'économie englobante) une morphologie agraire adaptée à ses évolutions. Dans ce cadre, et si nous poussons au bout la logique des défenseurs intégristes du bocage, et ils sont nombreux, il faudrait en revenir aux attelages de bœufs, ou miniaturiser le matériel moderne, et accepter des coûts de production plus élevés que dans les autres régions.

Face à cette réalité d'une transformation d'un espace agraire quel peut être le discours et la fonction du géographe ?

L'humilité doit certainement être sa règle de conduite. Le mythe du spécialiste posant les problèmes et les résolvant pour le bien des autres est l'un des plus dangereux qui soit, sur tout si le spécialiste est dit éminent ! Il est trop facile à l'homme de laboratoire ou au pseudo-homme de science qui n'est pas concerné au jour le jour par les problèmes du travail dans le milieu de se prononcer de façon péremptoire pour telle ou telle solution. Les agriculteurs, principaux utilisateurs, sont ceux dont l'avis doit être pris en compte en tout premier lieu.

L'apport du géographe ayant une longue pratique du terrain est de montrer la complexité des paysages apparemment simples ou anarchiques et les délicates interactions entre facteurs de natures variées, notamment entre les suggestions du relief, les structures de l'habitat, les morphologies agraires, etc. Il peut aussi montrer par l'analyse historique que ces paysages apparemment figés, et dont certains regrettent les transformations radicales contemporaines, ont été modifiés, réaménagés et ont évolué tout au long de l'histoire selon les avatars des luttes sociales ou des modifications des systèmes de production.

Il est donc erroné de vouloir les conserver en l'état si les structures sociales, les densités humaines, les techniques d'utilisation, les systèmes de culture qui les expliquent se transforment. Les paysages agraires qui ne sont que le reflet de cette structure complexe ne peuvent donc qu'enregistrer ces évolutions, quelquefois il est vrai avec un décalage dans le temps du fait de l'existence de freins variés.

Il faut donc se garder d'idéaliser les paysages d'hier au nom d'un ruralisme sentimental ; ils étaient l'expression et le reflet d'une structure sociale où pesait le poids des notables et la volonté de l'immobilisme qui s'associaient à des revenus très bas et à des niveaux de vie dérisoires qu'exprimaient la misère,

l'inconfort de l'habitat et l'exode. Si des évocations littéraires remettent au goût du jour ces époques, guère d'agriculteurs sont décidés à y revenir.

Mais : il est vrai, et l'observateur géographe ne peut le passer sous silence que la brutalité des réaménagements agraires, leur finalité, ainsi que la valeur de ce qui disparaît, posent problème. L'expérience de ce qui a pu se passer depuis dix ans dans la région nantaise, les erreurs manifestes qui ont été commises et qui sont aujourd'hui reconnues, les conséquences de certains choix qui ont été effectués, invitent à l'humilité et à la prudence.

C'est à la lumière de ces mécomptes dus à l'ignorance qu'apparaît l'utilité d'une recherche fondamentale préalable. Un inventaire précis des paysages agraires montrant leur extraordinaire diversité et l'existence de fines discontinuités répétées aurait permis de mieux poser les problèmes. Nous avons dit ailleurs² que les bocages de la région nantaise avaient des origines, des sens et des fonctions variés et qu'il fallait sans doute moduler les réaménagements selon cette diversité. Une description ordonnée des réalités est le préalable indispensable. Ce peut être le rôle du géographe.

2 J. RENARD, 1973. *Les bocages face au remembrement*, Cahiers Nantais, n° 6, pp. 35-56.

Liste des 24 articles de Jean Renard parus dans les Cahiers Nantais (de 1970 à 2018)

- **1970** - Le tourisme : perturbateur des économies littorales traditionnelles. L'exemple du littoral atlantique entre la Vilaine et la baie de l'Aiguillon, n° 2, pp. 5-26.
- **1971** - Étude géographique de quelques villages en Loire-Atlantique, n° 3, pp. 5-60.
- **1973** - Les bocages face au remembrement, n° 6, pp. 35-56.
- **1974** - Le tourisme sur le littoral vendéen : aménagement raisonné ou colonisation ?, n° 8, pp. 112-124.
- **1976** - Le géographe : contemplateur, technocrate ou citoyen ?, n° 11, pp. 21-26.
- **1977** - L'aménagement des marais littoraux de l'estuaire de la Vilaine à la Gironde, n° 13, pp. 83-94.
- **1980** - Bref historique du rôle des collectivités locales dans l'aménagement touristique du littoral vendéen, n° 17, pp. 7-21.
- **1981** - Saint-Fulgent : tout bouge et rien ne change ?, n° 19, pp. 153-202.
- **1983** - Trente-cinq ans d'industrialisation en Vendée (1947-1982). Évolution et bilan, n° 22, pp. 3-23.
- **1986** - Compte rendu de l'ouvrage de S. L. Lamontagne « L'hiver dans la culture québécoise », n° 28, p. 149.
- **1988** - La géographie sociale à l'épreuve de l'aménagement rural : réflexions à propos de l'Ouest de la France, n° 30-31, pp. 1-12.
- **1993** - Nantes-Rennes : je t'aime, moi non plus, n° 40, pp. 139-148.
- **1996** - Y a-t-il un pays de La Roche-sur-Yon ?, n° 44-45, pp. 179-185.
- **2000** - Les espaces flous entre agglomérations et pays : l'exemple de la Loire-Atlantique, n° 53, pp. 5-14.
- **2000** - Les pharmacies dans l'organisation du système de soins. Évolution des répartitions géographiques d'après l'exemple des Pays de la Loire, n° 53, pp. 81-92.
- **2001** - Le Talmondaïs : un petit pays entre terre et mer Françoise Péron : L'île - escale, n° 55-56, pp. 173-183.
- **2002** - Les Cahiers Nantais : la trentaine, la maturité, n° 57, pp. 1-9.
- **2002** - Entre ville et campagne : l'exemple du sud de la Loire-Atlantique, n° 58, pp. 47-58.
- **2008** - La Vendée : entre mystère et miracle, n° 2008-2, pp. 77-83.
- **2010** - Géographie des élections régionales de 2010 en Pays de la Loire, n° 2010-1 et 2, pp. 5-11.
- **2011** - Le Vendée Globe Challenge : un modèle de développement, n° 2011-1, pp. 13-22.
- **2013** - Nantes 2030, observations sur une réflexion prospective citoyenne, n° 2013-2, pp. 47-54.
- **2015** - Nantes dans le big bang territorial, n° 2015-1, pp. 47-56.
- **2018** - Évolutions des territoires de Loire-Atlantique 1955-2015, Entretien avec Jean Renard et Nicole Croix, n° 2018-1 et 2, pp. 89-96.

Besoin de nature ?

Découvrez les balades et plus de 40 sites
nature.loire-atlantique.fr



Loire
Atlantique

UN SERVICE DU DÉPARTEMENT



9 770767 843004

Prix : 30 €

ISSN : 0767-8436



UNIVERSITÉ DE NANTES

INSTITUT DE GÉOGRAPHIE
ET D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL
DE L'UNIVERSITÉ DE NANTES-IGARUN